



Onzième Année

N° 117

A O U T 1936

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE { GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

La constitution octroyée	<i>N. Jordania.</i>
La constitution stalinienne	<i>G. G.</i>
L'Empire moscouteira	<i>G. Gaillard.</i>
L'expansion japonaise	<i>Dr Mir Yacoub.</i>
Territoire et population du Caucase du Nord ..	<i>Chamsoutdine.</i>
Chronique : <i>Ukraine.</i>	***

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La constitution octroyée

Staline vient enfin d'octroyer à ses sujets une nouvelle constitution. A l'instar de ces bienheureuses têtes couronnées qui rendaient souvent leurs peuples heureux par de pareils dons, Staline a fait ce geste. Une situation similaire crée une idéologie similaire. Le nouvel autocrate traite le peuple comme les anciens tsars. Pour tous les deux, le peuple est ignorant, ennemi de soi-même, et s'il se décidait à marcher selon ses préférences, sa chute dans l'abîme serait inévitable. Remercions Dieu qu'il existe des hommes marqués par le ciel, des hommes envoyés ici-bas pour patronner ce peuple et le diriger. Tels furent jadis les rois, placés sur leurs trônes par la grâce de Dieu, tels sont maintenant les bolcheviks nonchalamment installés sur un même trône par la grâce de l'histoire. Origines différentes, méthode de domination identique. Leurs doctrines, différentes par la forme, sont identiques quant au fond; toutes deux sont construites sur une seule et même base, à savoir : le peuple ne saurait se libérer lui-même; son libérateur doit venir du dehors.

C'est cette thèse qui est la base théorique du bolchevisme depuis le

jour de sa naissance et de son développement. Lénine l'a bien prouvé dans son livre paru en 1900 sous le titre : « Que devons-nous faire ? ». Il y écrit : « L'histoire de chaque pays témoigne que la classe ouvrière livrée à ses propres forces, ne peut élaborer qu'une conscience traditionnelle, c'est-à-dire une conscience de nécessité d'union de lutte contre les patrons, de demandes d'amélioration de législation ouvrière, etc... quant à la conscience politique de classe, elle ne peut être apportée dans la classe ouvrière que du dehors, c'est-à-dire en dehors de la lutte économique, en dehors de la sphère de rapports entre ouvriers et patrons ». C'est de cette thèse théorique que découla la conception d'organisation et de tactique de Lénine. Puisque les libérateurs du peuple doivent venir du dehors, il faut donc constituer une organisation de ces libérateurs, un état-major de dirigeants qui, à l'aide d'un mouvement populaire, s'emparera du pouvoir et établira un nouveau régime. Cela veut dire que le maître de la situation, ses promoteurs et ses créateurs ne seront autres que ces « révolutionnaires dévoués »; tout le reste, toute la masse de travailleurs, ne seront que leurs su-

bordonnés, que les exécuteurs de leurs ordres.

Cette doctrine est à la base du régime des Soviets tout entier, de leur législation écrite ou non, de leur constitution ancienne aussi bien que nouvelle. Ce système est absolument contraire à toute forme de liberté, aux élections libres, à la convocation d'une Constituante, à l'adoption de la constitution par le peuple, directement ou indirectement, par l'entremise des députés, aux principes fondamentaux de toute démocratie, bourgeoise aussi bien que populaire, de masse de travailleurs et prolétarienne. Dans un peuple tout entier, il n'y a qu'un seul groupe, dispensateur de justice, investi du pouvoir et jouissant de privilèges, libérateur de l'humanité, conducteur des masses courbées et exploitées vers la terre promise. C'est le groupe des bolcheviks; c'est le parti communiste; c'est à lui, à lui seul, que le pouvoir doit appartenir. La doctrine de Bossuet sur le droit divin est remplacée par celle de Lénine sur le droit bolchevik.

La constitution stalinienne repose sur cette doctrine en tant que forme et teneur. Pour l'adoption de cette constitution ce ne sont pas les représentants librement élus du peuple qui sont convoqués, mais les Soviets, élus par ordre du parti communiste dont les trois quarts sont purement staliniens; c'est dire que les agents de Staline sont appelés à adopter la constitution de Staline.

Au point de vue de sa teneur, la constitution se divise en trois parties: politique, économique et nationale. Examinons-les une à une.

I. LE POUVOIR.

L'ancienne constitution (de 1923) n'était constitution que de nom; au

fond elle était loin d'en être une. Elle ne portait aucun signe de constitution. Par contre, la nouvelle constitution, par sa forme et sa terminologie, diffère sensiblement de l'ancienne. On y voit les traces évidentes d'un grand effort en vue d'établir une certaine légalité et de mettre fin au désordre qui règne dans ce domaine. Mais comme ce travail s'est accompli dans le cadre de la doctrine de Lénine, dans une atmosphère de méfiance envers le peuple, toute la teneur de droit de l'ancienne constitution a été transférée dans la nouvelle pour y prendre place sous forme de nouveau verbiage. On y précise, non la question de savoir qui doit être investi du pouvoir, mais par quels appareils le détenteur occulte de ce pouvoir, Staline, et son parti, devront en être munis ? Dès le début, Lénine a été obsédé par cette question. En 1918, il écrivait : « Si le tsar gouvernait le pays avec 50.000 pomechtchiks (propriétaires terriens) au profit des riches, pourquoi ne pourrai-je pas gouverner ce même pays avec 250.000 communistes au profit des pauvres ? ». Il cherchait un exemple de gouvernement, non point dans les pays démocratiques, mais dans la Russie des tsars. Depuis, il avait un peu élargi cette marge géographique et il s'était mis à chercher cet exemple en Prusse. Dans son ouvrage « La puérilité gauchiste et la petite bourgeoisie » il écrivait : Dans l'Allemagne du temps de guerre « nous sommes en présence de la technique du gros capitalisme et du dernier mot de l'organisation planifiée subordonnée à l'impérialisme junker-bourgeois. Supprimez les trois derniers mots, mettez à la place de l'Etat militaire, junker, bourgeois et impérialiste, l'Etat d'un autre type, l'Etat des Soviets, c'est-à-dire prolétarien, et vous aurez toutes les conditions qui

mènent au socialisme ». Notre but, poursuit-il, consiste à nous instruire de toutes nos forces d'après le capitalisme d'Etat allemand, de l'imiter et de profiter du pouvoir dictatorial pour le transplanter chez nous, et cela avec plus de rapidité que ne le fit Pierre le Grand dans sa tâche d'associer la Russie barbare à la civilisation occidentale », etc. (p. 83, 86).

Ainsi donc, c'est le parti communiste qui gouverne, mais la forme de ce gouvernement peut être tsariste-pomechtchik prusso-militariste, mais jamais et en aucune manière — démocratique.

Staline a un peu rompu ce cercle léninien, il a compulsé des constitutions démocratiques, en a pris des formules démocratiques : deux chambres, suffrage universel, direct, égal et secret, gouvernement responsable et quelques autres règles, mais il n'a pas accepté le principal attribut de toutes ces règles, leur substance essentielle — la liberté, ne fut-ce qu'en faveur des masses de travailleurs et leurs partis. Il n'est admis qu'un seul parti — le parti communiste. Le citoyen est libre, mais il n'a pas le droit de former un parti ou d'entrer dans une autre organisation politique que celle du parti communiste. La démocratie bourgeoise n'est pas tolérée et cela se conçoit; mais ce sort est aussi réservé à la démocratie des travailleurs. La classe ouvrière ne peut également pas être le maître du pays. Tout cela est strictement conforme à la doctrine : la crème du monde est exclusivement constituée par les communistes. C'est pourquoi, en vertu de la constitution, aucun groupement, ni parti, ni individu, n'a le droit d'avoir d'imprimerie, du papier et d'autres moyens de publication. Tout cela est distribué par l'Etat (art. 125), selon son goût et ses

préférences. Voici comment la *Pravda* (22 juin) commente cet article de la constitution afin de dissiper tout malentendu : « La littérature bourgeoise et menchevico-socialiste-révolutionnaire a été extirpée pour toujours de chez nous. La liberté a été établie, mais non pour les survivants des agents de la bourgeoisie. Quiconque pense ébranler le régime socialiste est l'ennemi du peuple. Il ne recevra pas un morceau de papier, ne pourra entrer dans aucune imprimerie, n'aura ni chambre ni un coin pour pouvoir propager même oralement son venin ». Toute la teneur de la constitution est là. Seul Staline et son Etat-major savent ce que c'est que l'intérêt du peuple, qui est son ennemi ou son ami, le peuple par lui-même n'y comprend rien; c'est pourquoi il doit être sous la tutelle et vivre sous la conduite et les directives des bolcheviks infailibles. Il est évident que, la politique étant faite exclusivement par le parti communiste, pour le reste de la population il ne reste d'autre devoir que d'aller aux réunions, d'écouter des rapports sur l'activité de ce parti et son ordre du jour, d'élire ses candidats, en un mot, de former son cortège, ses partisans, son armée d'arrière-garde. Le citoyen n'est inviolable que dans ces limites, le droit de vote n'est qu'une fiction, la liberté — qu'un rêve. On me dira : « il en est ainsi parmi les communistes soviétiques, mais les communistes d'Europe ne leur ressemblent pas du tout. Ceux-ci sont de chauds partisans et défenseurs de la démocratie et de tous les attributs de la liberté. La preuve en est dans ce qui se passe en France ». Cette soi-disant différence est un gros malentendu. Les partisans d'une même doctrine ne peuvent être trop éloignés les uns des autres dans la politique. Les bolcheviks



russes menaient justement la même tactique que mènent les communistes français. Sur leurs drapeaux étaient inscrits le renversement de l'autocratie et l'établissement de la république démocratique. Lénine écrivait : « Nos ordres du jour de tactique sont en même temps les ordres du jour de la bourgeoisie démocratique-révolutionnaire et républicaine... Il faut une fois pour toutes rejeter cette sottise idée, à demi anarchiste, de réalisation immédiate du programme-maximum et de mise à profit du pouvoir pour un coup d'Etat socialiste » etc., etc.) 1). C'était avant la révolution, mais après que les bolcheviks se furent emparés du pouvoir, ils rejetèrent toute cette ligne de conduite et déployèrent le drapeau à demi anarchiste qu'ils avaient condamné auparavant. La méthode de lutte actuelle des communistes européens n'est qu'une stratégie, qu'un moyen tactique pour s'emparer du pouvoir, après quoi la véritable doctrine léninienne reprendra sa marche.

Comme on le voit, la constitution stalinienne n'a aucun lien avec la démocratie des travailleurs, ni avec la libre activité des masses ouvrières, ni avec la souveraineté du peuple. Le seul souverain, c'est Staline et son parti, et tout le reste de la population n'est que matière à expérience entre leurs mains.

II. L'ECONOMIE.

Le but de tout ce système politique n'est autre que de sauvegarder et de développer le système économique existant. Le premier article de la constitution déclare : « L'Union soviétique est un Etat socialiste d'ouvriers et de paysans ». L'article deux dit :

1) Lénine. Deux tactiques, p. 23, 24 etc.

« La base économique de l'Union soviétique est le système socialiste et la propriété socialiste sur les moyens de production ». En un mot, le socialisme est réalisé, il a besoin d'être défendu. Quiconque nuit à cette propriété est ennemi du peuple (art. 131). Qui le défend ? — Seul le parti communiste ; c'est pourquoi, ce parti est investi du droit souverain. Le peuple ne l'est pas, précisément parce qu'il est déclaré suspect et si tout le pouvoir lui était dévolu, il serait à craindre qu'il ne veuille défendre cette « propriété socialiste ».

Quel est l'aspect de ce socialisme soviétique ? Tout d'abord, voici qui est surprenant : pour établir le socialisme point n'est besoin ni d'une certaine culture ni de l'instruction élémentaire, ni d'une évolution politique, d'un grand développement économique, ni d'aucun autre aspect de la civilisation contemporaine. En Europe, il n'a pas pu prendre pied, mais chez les Russes, chez les Kirghizes, chez les Mongols, chez tous les peuples primitifs et arriérés, il est d'ores et déjà réalisé. C'est chez eux que l'Occident doit s'instruire et se pourvoir. En Chine même, le communisme a conquis nombre de provinces, il menace même Nankin. En un mot, la thèse marxiste est pleinement mise en échec : ce ne sont pas des pays parmi les plus industrialisés qui montrent l'image de l'avenir des pays arriérés, au contraire, ce sont les peuples arriérés qui représentent l'avenir des peuples avancés. Le socialisme vient de l'Orient. La large masse de la société occidentale y croit, la bourgeoisie par haine du socialisme et gauches par haine de la bourgeoisie.

D'après la nouvelle constitution soviétique, le socialisme signifie l'abolition de la propriété privée et l'attribution à l'Etat de toute la richesse. Au-

trement dit, l'abolition de la propriété privée et l'attribution à l'Etat de toute la richesse. Autrement dit, l'abolition de la propriété privée équivaut au socialisme. Un phénomène social qui, dans les périodes historiques révolues constituait le trait caractéristique de l'économie sous les satrapes orientaux, vient d'être baptisé du nom européen de socialisme. Tous ceux qui sont un peu au courant de l'histoire russe, n'ignorent sans doute pas qu'en Russie jusqu'à la fin du XVIII siècle, la propriété privée sur la terre n'existait pas. Toute la terre appartenait à l'Etat, elle n'était cédée que temporairement et en récompense de services rendus. Plekhanov écrit : « L'Etat moscovite différait des Etats occidentaux par ce qu'il avait asservi non seulement la classe des simples cultivateurs, mais aussi la classe des hauts fonctionnaires, il différait des Etats orientaux auxquels il ressemblait beaucoup, parce qu'il imposa à sa population asservie un joug beaucoup plus lourd. 1) L'historien bien connu, Klutchevski, écrit : « La règle politique du Royaume de Moscovie était basée sur la distribution des devoirs entre toutes les classes sans aucun rapport avec les droits. Le gouvernement détenait tout le gros commerce intérieur et extérieur (vnechtorg), tous les établissements industriels et de commerce, en un mot, vers la fin du XVIIe siècle, toutes les grandes entreprises commerciales et industrielles étaient un monopole d'Etat bien établi 2). Cette économie n'est pas le socialisme, disent les bolcheviks, parce qu'elle était dirigée par le tsar et son entourage et non

par Lénine-Staline et leur bureaucratie. Mais en réalité les régimes économiques bolcheviste et tsariste sont absolument identiques. L'histoire de la propriété privée en Russie commence seulement sous Catherine II qui, en récompense de services rendus lors du détronement du tsar Pierre, distribua la terre à la noblesse sous forme de propriété privée. Depuis cette époque, l'institut de la propriété privée s'étendit sur d'autres classes à l'exception de la paysannerie qui resta sous le régime d'exploitation collective de la terre.

On voit bien que l'abolition de la propriété privée est le trait caractéristique de la vieille histoire du peuple russe; les bolcheviks l'ont restaurée et lui ont assigné un nouveau nom.

Ce nouveau baptême de l'ancien phénomène est construit sur la confusion de deux notions : l'Etat est considéré comme société et la société comme Etat. De là la conclusion : ce qui appartient à l'Etat, appartient à la société. Or, le principe essentiel du socialisme est l'attribution de la propriété — de la « propriété bourgeoise », d'après le Manifeste Communiste — à la société, au peuple, et non point à la bureaucratie d'Etat. Si l'on comprend ainsi le socialisme, il s'ensuit que Lénine, Staline et Cie n'ont jamais été socialistes, ils ne le sont pas non plus aujourd'hui et rien, aucune trace du socialisme ne peut être trouvée dans leur travail. Larine, bolchevik bien connu, dans son livre édité en 1928 sous le titre « Le capitalisme d'Etat pendant la guerre en Allemagne », fait cet aveu : « L'organisation militaire économique de l'Allemagne nous a été d'une grande utilité comme exemple dans l'établissement du régime soviétique au cours de 1917-1919 ». Lénine, lui, proclamait

1) Histoire de l'opinion publique en Russie. T. I.

2) Histoire des Ordres en Russie, p. 110 ; v. mon ouvrage *Itoqui*.

comme exemple à suivre précisément cette économie-là. Il écrivait : « Nous avons le meilleur exemple du capitalisme d'Etat, en Allemagne, et nous savons qu'elle était au-dessus de nous... Si nous l'avions en Russie, la transition en plein socialisme serait facile... » Staline a résolu ce problème, il a exproprié les paysans et les a poussés dans les kolkhoz. Par là, le régime économique se cristallisa définitivement : le capitalisme d'Etat, type prussien, et la suppression de la propriété privée, type moscovite, se sont établis et ils ont reçu le nom de « socialisme dans un pays ».

Staline ne s'est pas arrêté sur cette ligne, il a introduit de telles formes dans l'économie d'Etat dont n'a jamais rêvé ni l'ancienne Russie ni la nouvelle Prusse. Pour en avoir une idée, il suffit de jeter un coup d'oeil sur le budget d'Etat et l'on comprendra de quoi vivent cet immense empire et ses innombrables fonctionnaires. En 1928-1929, le budget atteignait 6 milliards de roubles, en 1930, 30 milliards, en 1933, 40 milliards, en 1935, 64 milliards, et pour l'année courante, il est évalué à 78 milliards, ce qui équivaut à 234 milliards de francs, somme plus que fabuleuse pour un Etat, fût-il le plus riche d'Europe. Comment perçoit-on cette formidable somme parmi les peuples spoliés et réduits à la misère de l'Union Soviétique ? L'économie privée étant ébranlée, la contribution directe ne joue pas grand rôle ; d'après l'évaluation pour l'année courante, elle ne constitue que 2 milliards de roubles ; 4 ou 5 milliards sont attendus de « l'emprunt intérieur », c'est-à-dire de l'impôt direct forcé : le montant de l'emprunt est réparti sur tous les citoyens au moyen de retenues sur les salaires, les appointements, etc. Quant aux 62 milliards, ils sont couverts par

le commerce intérieur et extérieur dont l'Etat détient le monopole, cela de quelle manière ? Tout simplement : l'Etat achète à bon marché et il vend cher. Le monopole du commerce tout entier étant entre les mains du gouvernement, celui-ci n'a qu'à décréter un prix ferme sur tous les produits.

Un exemple : D'après le budget de l'année écoulée, le gouvernement payait au paysan kolkhozien 1,4 kopek (calculé en or) le kilo de blé, mais il vendait 36 kopeks-or un kilo de pain. Pour un kilo de beurre, le même paysan ne recevait que 56 kopeks, mais il se vendait aux consommateurs 351 kopeks. C'est ainsi que s'effectuent achats et ventes de tout produit rural. De ce commerce et rien que du pain, le gouvernement a retiré 20 milliards de bénéfice. D'après le budget de cette année le bénéfice est calculé comme suit : pain, 21 milliards ; sucre, 5 milliards ; beurre, 1 milliard et demi ; viande, 3 milliards, etc. Il faut y ajouter le commerce des produits manufacturés. Là aussi le bénéfice est assuré par le même procédé : achat des matières premières chez les mêmes paysans à des prix dérisoires et réduction du prix de la main-d'oeuvre pour les ouvriers.

En un mot, ce « socialisme dans un pays » n'est autre qu'une économie spoliatrice de grandiose envergure, qu'un pillage continu des producteurs.

C'est dans le but de sauvegarder et de consolider cette économie qu'a été établie la constitution, gratification de Staline. Il y est proclamé que « tout le pouvoir appartient aux travailleurs des villes et des villages » (art. 3), mais à la condition qu'on ne touche pas au régime économique (art. 4) ; quiconque le désapprouve est déclaré ennemi du peuple (art. 131). Cela veut dire une constitution de fait, le rapport

matériel est établi depuis longtemps par les bolcheviks et une fois pour toutes, le peuple n'a aucune voix sur ce chapitre. La Constitution écrite lui impose seulement le devoir de la défendre, de travailler et de vivre dans ses cadres. Il appartient à Staline de préciser qui peut être propriétaire et de quelle propriété, quel plan de travail on doit suivre, comment labourer et ensemençer, comment vivre. C'est lui encore qui s'arroge le droit de préciser toute la situation matérielle des individus aussi bien que des peuples (art. 6-10) : il légifère, il donne des ordres, le peuple, lui, accepte, exécute.

III. — LA NATION

La forme bolcheviste de la propriété, nous l'avons vu, est purement un phénomène révolu de la vie russe, fruit d'un passé particulier de l'ancienne Russie. Aujourd'hui, c'est un retour vers ce passé. C'est pourquoi le bolchevisme n'a triomphé que parmi les Russes, dans les limites de la Grande Russie, à l'exception de la Cosaquie et de la Sibérie. Partout ailleurs, chez tous les peuples non-russes, s'était établi un régime démocratique. Depuis, la Grande Russie bolchevisée a conquis par la force tous ces peuples, les uns après les autres, et, après les avoir subjugués, elle s'est donné le nom d'Union d'Etats ; chacun de ces Etats aurait le droit de sortir librement de l'Union (art. 17), tout comme cela a été proclamé dans la constitution précédente. C'est en cela qu'on découvre le plus grand pharisaïsme grâce auquel les bolcheviks escomptent couvrir leur impérialisme moscovite. Le vrai visage de ce pharisaïsme a été mis à jour lors des terribles représailles au cours desquelles Moscou noya dans le sang, en 1924, les efforts de la Géorgie, en vue

de reconquérir son indépendance nationale. L'attitude du bolchevisme à l'égard de la nation est la même qu'à l'égard du peuple. N'ayant pas confiance en le peuple, il n'en a pas non plus en la nation. Il est vrai qu'il proclame le droit d'auto-disposition des peuples, mais il le proclame non pas à l'usage des peuples qu'il domine, mais pour les autres qui vivent en dehors de l'Empire soviétique. Dans ce domaine aussi, les bolcheviks imitent le tsarisme. L'activité des tzars russes est connue : elle a toujours tendu à l'affranchissement des peuples slaves et non-slaves du joug étranger ; par contre, le mouvement libérateur de la Pologne a toujours été noyé dans le sang. L'action des bolcheviks en Géorgie, en 1924, a été l'exacte répétition de celle de l'égorgeur Mouraviev en Pologne, en 1863.

Se méfiant des nationalités qui composent l'Union, les bolcheviks ne veulent pas leur confier la reconstruction de leur vie ; ils s'érigent eux-mêmes en tuteurs et maîtres. Ils redoutent l'auto-détermination des peuples et la constitution de gouvernements nationaux parce qu'ils savent très bien que l'économie politique de l'ancienne Moscovie et tout le régime de servage actuel ne peuvent être acceptés par eux. C'est sur cette base qu'est construite la partie de la constitution relative aux nationalités.

Le château-fort du bolchevisme est Moscou. Toutes les nations non-russes doivent être soumises à ce centre, car cette soumission signifie en même temps l'obéissance aux maîtres du Kremlin. La constitution est tout imprégnée de cet esprit centraliste. Il est institué deux chambres, l'une du peuple, l'autre des nations, toutes les deux également dépourvues de pouvoir et

également dépouillées de la souveraineté. Si cet Etat présentait en réalité une union de nations, il aurait fallu que chacune d'elles pût préalablement, au sein de sa république, délibérer librement sur les principales lignes de conduite de l'Union et que ses représentants munis de directives pussent se réunir en vue de préciser la forme et le fond à donner à l'Union. En réalité, c'est Staline qui parle au nom de toutes ces nations, c'est lui qui compose, qui légifère, ce que ces nations n'ont qu'à accepter « avec enthousiasme ». C'est au centre de ce système qu'appartiennent tous les droits réels, y compris les menus droits tels que la perception des impôts pour les besoins locaux, l'usage de la radiophonie, la statistique, etc. Suivent les principaux articles : élaboration du budget, code des lois civiles et pénales, principes fondamentaux de l'instruction et de l'hygiène, plan économique, assurance sociale, etc. (art 13). En même temps se constitue le gouvernement local, lequel jouit d'un seul droit. Celui d'être soumis au pouvoir central, pouvoir dont la décision est obligatoire pour lui (art. 67). Le même pouvoir central annule les décrets locaux (art. 69). Les procureurs de république sont directement subordonnés au procureur central qui les désigne (art. 113). Le gouvernement central dirige les travaux des gouvernements des républiques, il détient toute la police de l'Etat (art. 68). En un mot, Moscou règne et gouverne tous les territoires des nations non-russes et leurs habitants. Les ayant réduits aux divisions administratives du temps des tzars, Mos-

cou leur décerne les grands noms de : république, gouvernement, etc. Par là on essaie de cacher cette réalité amère que toutes ces « républiques » ne sont en fait que des colonies moscovites, dépourvues de tous droits et dont Moscou s'approprie impunément toutes les richesses et toute la direction. Le Kremlin ne peut naturellement s'élever jusqu'à la conception de dominions britanniques, jusqu'à l'union d'Etats réellement égaux. Il reste sur le terrain de la doctrine vermoulue de colonie, sur la position grossière de l'impérialisme spoliateur. Sur cette ligne également le bolchevisme reste loin en arrière de l'évolution nationale et coloniale contemporaine : il s'est enlisé dans l'idéologie gouvernementale tzariste.

Comme l'on voit, Staline a gratifié ses sujets d'une constitution toute à son image, entièrement orientée vers la consolidation de sa propre situation. Dans une forme agrémentée d'un vocabulaire européen, il a mis toutes ses aspirations asiatiques, toute sa soif de pouvoir, de maîtrise et de faste. Comme on nous écrit, le peuple a jugé cette farce à sa juste valeur : la constitution pour le peuple, le pouvoir pour Staline, dit-on à Moscou. La nouvelle constitution ne modifie en rien le rapport des forces matérielles ou juridiques de la réalité soviétique. C'est pourquoi le problème reste le même : élargissement des peuples emprisonnés et emprisonnement des tyrans élargis.

N. JORDANIA,

Ancien président de la République
de Géorgie.

La constitution stalinienne

Staline s'est appliqué de son mieux à combler l'abîme qui sépare la Russie du reste de l'Europe. Il s'efforce de présenter la Russie actuelle comme un pays parfaitement digne d'occuper sa place dans la famille des peuples civilisés.

Pourtant cet abîme est immense, presque infranchissable. Il s'est particulièrement élargi depuis le jour du triomphe du racisme en Allemagne. On connaît l'idée fondamentale du racisme. Pour l'Europe, il ne présente qu'un intérêt théorique, mais pour l'impérialisme russe il renferme un arrêt de mort. En effet, au point de vue racial, l'Allemagne est un Etat parfaitement homogène, la Russie, elle, essentiellement hétérogène : elle réunit sous sa domination plus d'une centaine de nationalités qui n'ont rien de commun avec le peuple russe. Ces deux types d'Etat si radicalement opposés l'un à l'autre par leur structure nationale, du fait seul de leur coexistence, posent devant le monde entier un problème dont on ne saurait méconnaître l'importance pour l'avenir de l'humanité :

La thèse du racisme est : un Etat — une race.

Celle du bolchevisme : un Etat — beaucoup de races.

Voilà les deux thèses qui s'affrontent. La Russie ne dissimule point ses visées : elle s'efforce d'étendre sa domination non seulement sur les races allogènes qu'elle domine actuellement, mais encore sur toutes les races du monde qu'elle voudrait réunir pour ne former qu'une seule république : la République Universelle.

La thèse allemande est loin de par-

tager cette idée saugrenue. Il est vrai qu'elle ne revendique que l'union de la race allemande sous le toit d'un Etat allemand, mais l'idée fondamentale du racisme n'en est pas moins séduisante : elle postule la liberté des peuples et, par là-même elle est parfaitement conforme à l'évolution générale de la civilisation européenne.

Armé de ce trident, tel un nouveau Neptune, Hitler remue l'océan humain dans l'Est européen. Moscou en ressent la secousse jusque dans ses assises et elle en perçoit déjà les fissures dans son édifice impérial.

C'est dans cette atmosphère de peur et d'angoisse que le projet de Constitution Stalinienne vient d'être mis au monde. Il a deux aspects : l'un d'eux est tourné vers l'Europe, l'autre vers la Russie ; l'un est tout imprégné d'esprit européen, l'autre — d'esprit russe ; tous deux n'ont qu'un seul but : enrayer le cauchemar allemand et consolider la domination russe sur les peuples asservis.

Examinons chacun de ces aspects séparément.

L'ESPRIT EUROPEEN

Pour saisir l'idée essentielle de l'évolution européenne il faut regarder non pas une période de tempête et de bourrasque où la visibilité est souvent extrêmement réduite, mais une époque plus calme, plus sereine. Il suffit donc de jeter un regard sur l'Europe d'avant-guerre.

Avant la guerre, chacun avait la possibilité de circuler à travers l'Europe sans inconvénient, sans crainte d'être

arrêté et fouillé à chaque frontière, sans être inquiet le moins du monde par la police douanière ou autre. En France comme en Allemagne, en Italie comme en Angleterre on pouvait vivre et se promener sans passeport et sans carte d'identité, autant de papiers de salut public si indispensable de nos jours.

Seule, la Russie faisait exception. A sa frontière on se heurtait à un mur infranchissable. Les gendarmes surgissaient de toutes parts et si ces papiers de salut public n'étaient pas en règle, l'on n'avait pas le droit d'y pénétrer, pas plus que d'en sortir. Voilà la ligne, en quelque sorte matérielle, qui séparait la Russie du reste de l'Europe.

Que l'on consulte à présent les Constitutions, toutes les Constitutions des pays d'Europe d'avant-guerre et l'on sera frappé de l'identité des principes mis à la base de leur vie nationale et sociale. Partout la liberté individuelle avec tout son cortège de principes de liberté est déclarée sacrée et inviolable. Cela veut dire qu'en France comme en Allemagne, en Italie comme en Autriche-Hongrie, en Belgique comme dans les pays scandinaves — et nous ne parlons pas de l'Angleterre — la conception de l'Etat et de la dignité humaine est la même, qu'elle s'y trouve formulée de la même manière en expressions identiques. N'est-ce pas là une preuve éclatante de l'unité morale et intellectuelle de l'Europe toute entière ?

Seule, la Russie s'excluait elle-même de cette unité. Elle restait figée dans ses traditions séculaires, foncièrement réfractaire à toute idée de liberté. Il y eut naturellement des hommes qui comprenaient bien ce retard de la Russie dans son évolution et qui

ne ménageaient pas leurs forces en vue de transformer leur pays en un Etat de droit. Bien inutilement, hélas ! leur tentative ne donna que des signes de dislocation inévitable de l'Empire russe.

On a donc droit de conclure que le trait essentiel de l'évolution européenne n'est autre que l'idée de liberté. C'est la liberté qui est la cause fondamentale de cet épanouissement de la vie politique et économique de l'Europe et de son rayonnement moral et intellectuel dans le monde. Le fascisme et le racisme tant décriés et tant combattus ne sont qu'une éclatante réaction de l'esprit européen. L'un comme l'autre n'est en réalité qu'un vigoureux redressement de la discipline nationale. Naturellement, toute discipline suppose une certaine restriction de la liberté, restriction absolument nécessaire pour la défense de la liberté elle-même, c'est-à-dire de toutes les conditions essentielles dans lesquelles s'est formée et a évolué la vie européenne. Il n'y a là aucune antinomie.

Staline a compris toute la portée de l'obstacle dressé devant lui. Ce qui saute aux yeux, en effet, c'est la manœuvre trompeuse qui cherche à représenter l'Union Soviétique comme marchant à l'avant-garde du libéralisme démocratique. Staline accepte tous les principes de liberté. Sur le papier, c'est mirifique : liberté de parole, de presse, de réunion ; liberté politique, suffrage universel, inviolabilité du domicile, secret de la correspondance etc. etc. (art. 125-140). On comprend l'enthousiasme avec lequel fut accueillie la publication du projet tant en Russie qu'en Europe. Tout allait donc changer du fond en comble, se demandait-on, dans le paradis soviétique ?

Mais attention ! Staline donne d'une

main toutes les libertés, mais il annule de l'autre tout ce qu'il donne. Vous êtes libres, dit-il, mais dans la mesure où cette liberté est acceptable pour l'Union Soviétique. Vous êtes libres, par exemple, d'écrire et de publier tout ce que bon vous semble mais si vos idées ne sont pas strictement conformes à celles du parti communiste, vous n'aurez ni imprimerie, ni papier, ni local, ni rue, ni poste, ni télégraphe, ni téléphone, rien (art. 125).

Un autre exemple. Vous êtes libres de voter comme vous l'entendez, mais « le droit de désigner le candidat aux élections est réservé exclusivement aux organisations du parti communiste, aux unions professionnelles, aux coopératives et aux organisations de jeunesse et de culture » (art. 141). Il va de soi que toutes ces organisations malgré la variété de leurs dénominations sont communistes. Donc, les candidats ne peuvent être que communistes. Vous êtes libres, mais vous n'avez d'autre choix que de voter pour un candidat communiste, ou vous abstenir du vote. A quoi bon alors, ce principe du suffrage universel égal, direct et secret annoncé avec tant de fracas ?..

Qu'importe ! On fait miroiter les principes démocratiques avec toutes les garanties constitutionnelles pour calmer les susceptibilités de la démocratie occidentale et capter ainsi sa sympathie.

L'ESPRIT RUSSE

Pouchkine exige que « toutes les rivières slaves se jettent dans la mer russe ». Tolstoi trouve tout naturel que « la charrue russe passe sur la terre du Caucase ». Dostoïevski se lamente de se sentir en Russie comme dans une

coquille de noix et ne rêve que du large de l'Océan. (Via — Détroits turcs, naturellement). De nos jours même, malgré les malheurs qui se sont abattus sur la Russie, le général Denikine exige que le drapeau russe soit planté sur chaque parcelle de « terre russe ». Il croit que le Caucase et l'Ukraine sont des terres russes. Milioukov promène jusqu'à présent les yeux sur Constantinople et ne cache nullement qu'il est prêt à sacrifier la liberté de son peuple pourvu que soit conservée l'unité territoriale de l'Union Soviétique, autrement dit, la domination russe sur les peuples asservis.

En Europe, la liberté des peuples n'est pas un vain mot. Que de peuples libérés et constitués en Etats libres et indépendants, que de pays même sauvages amenés dans la voie de la civilisation européenne !.. En Russie, c'est la marche en arrière, en sens inverse : que de peuples libres et indépendants abattus et soumis sous le joug russe, que de pays même civilisés réduits en esclavage !..

Lafayette combattit en Amérique, Fabvier à Athènes, Villebois de Mureuil au Transvaal... Tous, Français !.. La Russie n'a jamais donné un seul homme pour la défense de la liberté des peuples; par contre son histoire abonde en noms d'étrangleurs de la liberté. Le nom de Mouraviev en Pologne suffit.

C'est là l'esprit russe. Il est essentiellement brutal, dominateur et spoliateur. Le bolchevisme n'est-il pas un phénomène spécifiquement russe ?!

Et voici que Staline s'est trouvé dans une situation pour ainsi dire inextricable. Il devait trouver une structure politique telle, que tout en donnant tout apaisement à la susceptibilité de la démocratie occidentale, elle donnât

en même temps toute satisfaction à l'esprit russe. Staline, il faut lui rendre cette justice, est sorti de cette impasse sans accroc et sans trop de difficulté. Il a adopté une forme fédérative d'Etat, mais, hélas ! ce n'est qu'une forme. Le fédéralisme, au sens européen du mot, n'est qu'une garantie juridique de la liberté des peuples, menacés d'être engloutis, assimilés ou asservis par la puissance supérieure d'un autre peuple. Sous la plume de Staline tout va être renversé : la garantie prend l'allure de moyen le plus sûr pour l'asservissement définitif des peuples et la consolidation de la domination russe.

Qu'on en juge :

« L'U. R. S. S. présente une union, sur la base d'un accord librement accepté, de républiques socialistes soviétiques, égales en droits : R. S. F. S. R. (Russie), Ukraine, Russie-Blanche, Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan » déclare l'art. 13.

Il est assez curieux de parler d'un « accord librement accepté » lorsque la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et l'Ukraine, sans parler d'autres pays, saignent encore de l'invasion soviétique et de la destruction de leur indépendance. Mais passons.

Ce même article (13) déclare que tous ces pays fédérés sont égaux en droits. Eh oui ! puisqu'ils sont tous dépouillés de tout droit. En effet, l'art. 14 qui énumère les attributions des organes centraux de l'Etat ne laisse presque rien subsister des droits « souverains » des républiques fédérées. Voici ces attributions : représentation de l'Etat dans les relations internationales, ratification des traités, questions de guerre et de paix, organisation de la défense de l'U. R. S. S.,

commerce extérieur, établissement des plans économiques, du budget, de la direction des banques, des transports, des P. T. T., du système monétaire, du crédit, des assurances, conclusion des emprunts, établissement des principes de la jouissance de la terre, de l'instruction publique, protection de la santé publique, statistique, législation du travail, organisation et procédures judiciaires, amnistie... Telles sont les attributions du gouvernement central, c'est-à-dire de Moscou.

Nous n'avons donc pas à nous arrêter sur les attributions des gouvernements des républiques fédérées. Les vis sont bien serrées pour que rien n'y bouge. Ils n'ont plus aucun droit. En tout cas, ils en ont beaucoup moins que l'ancien Zemstvo sous le régime tsariste. Ils sont uniquement chargés d'exécuter les ordres et d'appliquer les instructions de Moscou.

Mais, dira-t-on, Moscou est une chose et le gouvernement central de l'Union en est une autre : il ne faut pas les confondre.

Ne nous berçons pas de semblable illusion.

Le Conseil Suprême composé de deux Chambres, le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités, à la manière suisse, n'est dans la réalité russe qu'un trompe-l'oeil ou qu'une façade. Les Russes y disposeront toujours d'une majorité écrasante. Pour que les députés des peuples asservis y jouent un certain rôle, il faudrait qu'ils soient unis pour constituer un bloc solide contre cette majorité. Hypothèse insoutenable. C'est la politique russe toujours imprégnée d'esprit russe qui prévaudrait toujours. C'est la meilleure méthode pour noyer et étouffer un petit peuple comme la Géorgie ou l'Azerbaïdjan. D'ailleurs le Conseil Suprême n'a pas beaucoup d'importance.

C'est le Présidium ou plutôt son Président qui détient tous les leviers de commande. Nous voilà devant la renaissance de l'autocratie tsariste, cette fois bien camouflée sous forme de constitutionalisme européen.

Mais l'autocratie tsariste, si néfaste fut-elle, laissait tout de même quelques soupiriaux dans cette immense prison des peuples qu'était la Russie impériale. La Russie Soviétique a supprimé tous ces soupiriaux. Elle a, on le sait, confisqué toute la terre, tout le sous-sol, toutes les entreprises, tout le commerce extérieur... Ah, si ce n'était que cela !.. Elle a confisqué aussi les esprits et tous les bras ! Tout est mobilisé pour le service de l'Etat. Toute la population est divisée en deux catégories, celle des ouvriers et celle des paysans. « L'U. R. S. S. est un Etat socialiste d'ouvriers et de paysans », déclare l'art. 1 de la Constitution. Les ouvriers sont répartis dans différentes entreprises, ils y sont circonscrits, ils n'ont pas le droit de changer de place. Les paysans sont répartis dans les kolkhoz et les sovkhoz, entreprises rurales collectivisées ou étatisées. Ouvriers et paysans sont tous réduits à une situation de véritable bétail humain qui doit travailler là où un travail lui est assigné, sinon mourir de faim. « Qui ne travaille ne mange pas » déclare solennellement la Constitution (art. 12).

Dans ces conditions, Moscou n'a qu'à établir un plan économique (art. 14) et qu'à le transmettre aux gouvernements des peuples asservis qui sont autant de républiques fédérées. Le plan est des plus simples : l'Ukraine doit fournir une quantité X de blé ou de minerai ; la Géorgie, une quantité Y de vin, de thé ou de manganèse, l'Azerbaïdjan — du pétrole ou du caïar, et ainsi de suite. Il va de soi

qu'aucun territoire, quelle que soit sa position géographique, n'a le droit d'entreprendre la reconstruction de sa propre économie d'après ses préférences et ses besoins. C'est Moscou qui dicte et qui dirige toute l'activité économique et intellectuelle selon ses besoins et ses calculs. Les travailleurs exténués sont obligés d'exécuter ces plans « avec enthousiasme » et de collaborer ainsi à la grande œuvre d'« éducation socialiste ».

Toutes les richesses des différentes « républiques fédérées », tous les produits extraits de l'énergie des peuples réduits à l'esclavage prennent la route de Moscou ou de l'étranger suivant un autre plan plus mystérieux et plus redoutable pour la tranquillité du monde. Mais c'est là une autre histoire.

Jamais la patte de l'ours moscovite n'a pesé si lourdement sur les épaules des peuples asservis.

Staline a bien mérité de la patrie.

**

Mais Staline a un autre mérite : celui d'avoir mis à jour, avec son projet de constitution, tout l'abîme qui sépare l'esprit russe de l'esprit européen. L'on vient de voir que l'un tend à la domination sur le monde, l'autre à la pacification du monde dans l'ordre et la liberté compatibles avec la solidarité internationale.

J'entends encore le cri : « Fascisme ! racisme !... » Mais Mussolini a bien dit que le fascisme n'est pas un article d'exportation, et Hitler ne cesse d'affirmer qu'il ne cherche que l'union de la race allemande : « Un Etat, une race ! ». Ce n'est pas de sa faute si ce principe a des répercussions dans le monde. La Russie, elle, agite un autre principe de ralliement : « Un Etat, beaucoup de races ! », le

tout bien camouflé sous la formule marxiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais la réaction de l'esprit européen lui barre la route. C'est cette réaction qui gagnant de plus en plus du terrain en Europe, l'oblige à modérer un peu son élan et à mettre plus de souplesse dans ses actions. L'Europe n'est pas la Russie.

Staline l'a compris. Incontestablement cet homme a du génie. Avec une audace extraordinaire il fait reculer « les positions trop avancées » de l'esprit russe pour ne pas trop effaroucher la démocratie occidentale. Sous sa plume l'ours moscovite rentre ses griffes ; il se fait doux et gentil en apparence, caressant même. Il voudrait être agréable à la démocratie, il accepte tous ses principes et il est prêt à marcher avec elle contre tous

les ennemis de la liberté démocratique. L'ennemi ?... ce n'est pas Moscou, bien sûr, c'est Berlin !

Toutes ces préoccupations se reflètent dans le projet de constitution. Ce projet n'a d'autre but que de créer la confusion dans les esprits, que de dissiper la méfiance de la démocratie, que de l'assurer de son appui et de sa sympathie, disons tout court, que de jeter la France sur l'Allemagne.

C'est alors que, pour employer le jargon bolchevik, une large voie sera ouverte pour la marche vers les étoiles. C'est alors seulement que la République universelle cessera d'être un mirage pour enterrer sous les ruines fumantes de l'Europe la liberté des peuples et la civilisation.

Georges GVAZAWA.

L'Empire moscoutaire

Au moment où le rétablissement d'un Empire romain par l'Italie émeut une partie de l'opinion internationale, ni la Grande-Bretagne qui par la formation et le développement de l'Empire britannique aurait dû être la dernière à y faire opposition, ni aucun autre gouvernement n'a, par contre, fait d'objection au projet de réforme de la constitution de l'U.R.S.S., bien que cette réforme constitue, en ce qui touche le statut des républiques confédérées, une nouvelle étape vers la formation d'un empire moscoutaire. Si on ne connaissait le principe de la politique anglaise, *wait and see*, on serait surpris de voir Londres plus inquiète de l'achèvement de l'entreprise

mussolinienne que des conséquences éventuelles de l'initiative stalinienne.

Sans doute, cette réforme ne change en rien la situation intérieure où se trouvent les Républiques socialistes et soviétiques qui restent étroitement asservies au régime, et, comme on l'a justement fait remarquer, l'abandon provisoire de certains principes fait partie de la tactique habituelle des Soviets qui sacrifient volontiers la doctrine à l'opportunité politique ou aux besoins de la propagande. Mais cette modification organique, tout intérieure, peut avoir une importante répercussion extérieure et internationale. La proclamation de la soi-disant indépendance de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de

l'Arménie, qui faisaient partie en qualité de républiques fédérales de la République de Transcaucasie, en même temps que celle du Kasakstan et de la Kirghisie, portant ainsi de sept à onze le nombre des républiques indépendantes confédérées, amorce une manoeuvre dont la portée n'a pas, à notre connaissance, été mise en relief dans les commentaires publiés à l'occasion de cette réforme.

En dehors de l'effet de propagande que comporte le bluff de l'octroi de cette pseudo-indépendance, il est à présumer, d'après la position prise à Genève par l'U.R.S.S. et en raison du crédit que la Ligue n'a pas hésité à lui accorder, que Moscou n'attend que l'occasion de se prévaloir de son « libéralisme » à l'égard des peuples de l'Union pour s'employer à faire des onze Républiques indépendantes des membres de la Ligue et demander leur admission. Cette manoeuvre se trouve d'ailleurs facilitée par la situation toute particulière de la Géorgie à l'égard de la Ligue, puisqu'elle a été reconnue *de jure* par un certain nombre de ses membres avant que son indépendance n'ait été violée par le gouvernement soviétique, après qu'il l'eût lui-même reconnue par le traité du 7 mars 1920 et bien avant, par conséquent, que lui-même fut admis à siéger à Genève.

Alors que la Grande-Bretagne, si elle n'en dispose pas en fait, peut compter sur les voix des six Etats: l'Irlande, le Canada, les Indes, l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-

Zélande qui constituent avec elle l'Empire britannique, ainsi que sur celle de l'Irak dont la politique extérieure reste entre ses mains, malgré la levée du mandat, pourquoi la Russie ne ferait-elle pas de même avec les onze républiques indépendantes qui forment un véritable empire soviétique et n'utiliserait-elle pas leur représentation à Genève pour y renforcer sa position ? Tel pourrait bien être le mobile de la décision stalinienne et le dessein poursuivi par Moscou à l'abri de la partie de la réforme constitutionnelle relative à ces républiques. La Russie constituerait au sein de la Ligue une petite société de nations, comme M. Lloyd George se plaisait à le dire en 1918 en parlant de l'Angleterre, mais de nations bolchevisées et s'assurerait ainsi un nombre de voix qui, en garantissant au communisme une prépondérance indiscutable, lui permettrait de poursuivre avec succès au sein des organismes de Genève la domestication prolétarienne du monde.

Cela n'est-il pas à craindre au moment où la Syrie et le Liban affranchis du mandat français de la même manière que l'Irak le fut en 1932 du mandat anglais, entreront peut-être en septembre à l'assemblée de Genève ?

Il y a là une manoeuvre qu'il importe de démasquer d'autant que les amis de l'« ami Litvinov », loin de vouloir la déjouer, s'appêtent sans nul doute à la seconder.

Gaston GAILLARD.

L'Expansion Japonaise

(Suite *)

L'HITLERISME

Après le traité de Versailles, l'Allemagne vaincue perdit une partie de son territoire et toutes ses colonies. Mais la croissance de sa population d'une part, et la nécessité de trouver des marchés pour l'écoulement des produits fabriqués avec une intensité grandissante d'autre part, posent devant l'Allemagne des questions de caractère socialo-économique.

Mais comment aborder ces questions ? Il suffira pour cela de s'adresser à M. Hitler et à ses partisans pour connaître leur point de vue. Au moment de sa prise de pouvoir, il parla et écrivit beaucoup les trois premières années, sur différents thèmes. Mais ceux qui ont suivi attentivement la marche de la vie politique de la nouvelle Allemagne ne trouveront pas de réponse à un problème aussi brûlant que celui de la politique économique. Dans ce domaine, le « Führer », pas plus que ses camarades ne se sont point prononcés. Comment cela se fait-il ? Pourquoi cet homme à l'imagination si ardente, d'un naturel si actif s'est-il abstenu jusqu'à présent de donner publiquement son avis sur un problème économique, et comment n'a-t-il pas exposé ses déductions sur l'analyse des conditions économiques du temps présent ainsi qu'il était tenu de le faire. Car cette question est des plus importantes du moment, alors que la crise économique menace de faire crouler l'armature même de l'Etat. A cette question, comme à bien d'autres encore « Mein Kampf » ne donne aucune réponse, la vie cependant se charge de poser impérieuse-

ment ces problèmes; elle demande une solution. Comment en effet sortir de cette difficulté de surproduction, de répartition des produits de consommation, de division du travail entre ouvriers dans les domaines de la vie économique, où la machine ne peut pénétrer ? Que faire enfin de l'excédent de population ?

« Comme avant la guerre, écrit-il, quatre voies s'ouvrent devant nous :

« 1) C'est, suivant l'exemple français, la réduction artificielle de la natalité; mais la nature se venge, les humanités fortes éliminent les faibles. Ce procédé doit en conséquence être écarté par nous, Allemands.

« 2) Une autre est représentée par la colonisation intérieure, c'est-à-dire par l'augmentation de la production dans le cadre des frontières existantes. Mais on retarde, pour un temps seulement, le danger de la faim. En outre, les voisins, attirés par la vue de vos champs, vous dévoreront; la colonisation intérieure est donc un moyen d'une utilité passagère, mais impropre à donner la sécurité du lendemain, et, finalement, dangereux.

« 3) On peut encore occuper des territoires étrangers, pour y déverser des excédents de population.

« 4) On peut enfin développer l'industrie nationale et le commerce par l'exportation.

« Ces deux derniers procédés sont recommandables; mais, quand les efforts du dernier se trouvent épuisés, il faut bien recourir à la conquête. Telle est la conclusion ».

Ainsi, il convient de s'arrêter sur un seul point : chercher des terres hors des frontières de l'Allemagne. Ce seul moyen

*) V. *Prométhée*, N°s 113-114.

donnera une solution plus simple et plus sûre à la question posée par la vie elle-même et qui consiste à donner satisfaction aux nécessités présentes.

« Une nation qui veut être grande a droit à toutes les terres qui peuvent lui être nécessaires, et ce droit se transforme en un devoir quand l'extension de son territoire devient pour elle une condition d'existence ». (Hitler - *Mein Kampf*).

Effectivement, comme le dit M. Hitler, toutes les frontières sont artificielles. Celui qui les a créées n'a jamais songé à les fixer, aussi les hommes peuvent-ils les modifier...

Où donc chercher un tel territoire ? Peut-on ramener la question à la recherche des frontières d'avant-guerre, c'est-à-dire d'avant 1914 ? M. Hitler voit d'autres possibilités. Il prend pour point de départ la Prusse orientale dans sa signification symbolique; la Prusse orientale est pour le Reich, en ce moment, un point névralgique ou, si vous le préférez, un point de départ pour son action. Königsberg, patrie de Kant est, de nos jours un centre de pan-germanisme où la jeunesse reçoit son baptême national. La Revue *Volk in Werden* souligne le fait en disant: « Nous avons été des mystiques à l'Ouest et des pionniers à l'Est ! ». « La Prusse orientale, considérée comme une porte avancée, doit être le pont conduisant le Reich vers les peuples de l'Est ».

Voilà donc la seule issue pour les économistes allemands. De même que les Japonais, ils ont jeté leurs regards du côté de la Russie où s'étendent de vastes territoires et une énorme masse de matériel humain. Mal outillée, cette masse présente une intéressante perspective pour l'absorption des excédents de l'industrie allemande. Si l'Allemagne arrive à réaliser ce plan aussi grandiose que complexe, la crise économique doit disparaître. Avec l'ouverture de nouveaux débouchés, le problème du chômage doit trouver une

solution. L'industrie allemande verra poindre de nouvelles perspectives; elle pourra, dès lors, recevoir des matières brutes en même temps qu'exploiter les richesses de la nature et les masses humaines.

Ainsi le « Drang nach Osten » dont rêve l'Allemagne est, pour cette dernière d'un immense intérêt économique; il repose sur un terrain logique. Dans le fond de leur conscience, les économistes allemands, les penseurs et les politiciens sont tous, en ce moment, absorbés par ce problème. De même que l'ancien Chancelier de Fer, M. Hitler renonce actuellement à toute politique coloniale qu'il considère comme funeste pour l'Allemagne; il est, par contre, entièrement acquis à une politique « du sol ». Il écrit :

« Nous autres, nationaux-socialistes, mettons le point final à la politique extérieure d'avant-guerre. Nous prenons notre élan à l'endroit même où se sont arrêtés nos ancêtres il y a six cents ans. Nous renonçons définitivement à la voie d'invasion, si constamment suivie par les Germains, qui se dirigeait vers le Sud et l'Ouest, et nous portons nos regards vers l'Est. Nous abandonnons aussi la politique coloniale et commerciale des temps qui ont précédé la guerre pour la politique du sol qui est celle de l'avenir. »

Cette partie de la politique est ainsi exposée dans le but de disposer en sa faveur l'Angleterre qui pourrait, si tel était son désir, mettre obstacle à cette politique du sol de l'Allemagne. Toutes ces concessions à l'Angleterre, dans cet ordre d'idées, n'ont d'autre but que d'obtenir son « assentiment » dont elle sera largement compensée à l'avenir. M. Hitler est prêt à renoncer même, non seulement à une politique coloniale, mais encore à son commerce mondial, afin d'éviter toute concurrence avec l'Angleterre sur le marché mondial.

M. Hitler va même plus loin : il est

prêt à limiter le tonnage de sa flotte, dans le but encore de s'assurer les sympathies de Londres.

Si la politique de l'empereur Guillaume avait pris cette orientation avant le début de la guerre de 1914, celle-ci n'aurait pas eu lieu, tant de sang allemand n'aurait pas été versé et l'Allemagne aurait occupé, de nos jours, une toute autre situation parmi les peuples. Mais le Führer ne veut en aucun cas répéter les fautes de Guillaume et c'est pourquoi la question orientale est pour lui un point de départ pour sa nouvelle politique. De ce fait, le jeune mouvement du national-socialisme doit s'inspirer de cet idéal.

Dès lors la question se pose ainsi : l'Allemagne actuelle ne pourrait-elle pas s'entendre avec la Russie soviétique et obtenir de cette dernière un compromis économique avantageux, susceptible de satisfaire en même temps les deux parties : les Allemands et les bolcheviks. M. Hitler est absolument opposé à tout compromis avec la Russie soviétique. « Un accord quelconque avec la Russie notamment, confinerait à la folie ». Bismarck lui-même s'opposait à toute idée d'accord avec l'Empire russe, rêvant toujours d'une expansion territoriale au compte de la Russie. S'il arrivait que le Chancelier de Fer s'efforçât par moments de disposer en sa faveur le Gouvernement de Saint-Petersbourg, ce n'était que dans un but d'auto-conservation, afin de prévenir toute attaque de la Russie sur ses flancs, tandis qu'il était retenu à l'Ouest par de graves problèmes politiques. Ces problèmes consistaient à obtenir un accord avec la France, ou bien à affaiblir à ce point cette dernière qu'elle ne soit plus en état d'empêcher l'Allemagne de réaliser sa politique de « Drang nach Osten ».

La politique de Bismarck avait également pour base essentielle une orientation vers l'Est, et ce, dans le but de se procurer des terres.

Il s'ensuit donc que la politique de M. Hitler coïncide avec celle de Bismarck et si, de nos jours, Bismarck était de ce monde, il agirait de la même manière qu'Hitler. Ces deux hommes d'Etat étaient les continuateurs de l'ancienne tradition de la Prusse dans la question orientale.

Comme on le voit, le Führer poursuit la ligne politique de Bismarck ; il est en cela son fidèle continuateur. Dans le programme économique-politique de M. Hitler, il n'y a rien de nouveau, à vrai dire, et sa politique étrangère est toute empruntée à l'ancienne, mais tout cela est éclairé par l'enthousiasme du chef. Cette idée d'expansion en Orient est donc par elle-même « pleine de bon sens, pour tout autant qu'elle se présente sous un aspect économique et politique ; sur elle continue à vivre et à planer l'esprit de l'Ordre teutonique ».

Tous les observateurs étrangers, à Berlin, remarquent que l'enthousiasme qui y règne repose principalement sur un esprit nouveau dont la substance se manifeste tout particulièrement sous forme de vibrant patriotisme. La venue au pouvoir des nationaux-socialistes a assigné un but intérieur à la nouvelle génération. Toute une génération s'est pour ainsi dire réveillée de son sommeil et elle est prête à manifester son activité. La jeunesse intellectuelle allemande qui a tant souffert au point de vue matériel, après la grande guerre, voit dans le mouvement hitlérien l'unique ancre de salut. L'on sait qu'en Allemagne il n'y a pas seulement surproduction de marchandises, mais aussi de savants, de chimistes, de docteurs, de juristes, d'ingénieurs, etc...

« Il en est résulté une surproduction de professions que l'on peut comparer avec une semblable surproduction sur les marchés. »

Tous brûlent du désir de mettre fin à leurs échecs et ils croient profondément

à leurs chefs. La jeunesse allemande a souffert non seulement physiquement, mais aussi moralement, et cette tristesse morale dans ce mécontentement général et cette anarchie individuelle ont pénétré très profondément dans le cœur de la nouvelle génération.

La venue de M. Hitler a laissé espérer un changement de toutes ces conditions et a insufflé de nouvelles forces et une foi nouvelle que la jeunesse avait perdues depuis longtemps. Sans cet événement, une crise de désespoir « sans issue » aurait certainement suivi.

Mais revenons à la politique extérieure du III^e Reich. Nul n'ignore que le peuple allemand est étranger à tout esprit d'aventure; il est fidèle à la tradition. Avant d'entreprendre une affaire il convient d'en peser mûrement les chances de succès après surtout que tout a été méthodiquement préparé. Avec la venue au pouvoir de M. Hitler, on remarque une certaine indécision, un fléchissement dans le problème du « Drang nach Osten ». Le livre du chef, écrit à Munich avant son arrivée au pouvoir avait un caractère belliqueux et alarmant. Certains optimistes considèrent que tout ce qui a été écrit à Munich sous l'influence d'un conflit aigu, imminent, invitant à la lutte, au moment où les sentiments sont plus forts que le jugement, ces optimistes, disons-nous, pensaient qu'avec sa prise de pouvoir, le chancelier corrigerait tout ce que l'on peut appeler « des idées trop avancées de l'écrivain ». Mais il arriva si rapidement au faîte du pouvoir qu'il lui resta très peu de temps pour soupeser, pour mesurer l'ampleur de ses points de vue sur la politique étrangère; il dépensa toute son énergie sur les questions de politique étrangère et, en réalité, il n'a jamais agi en diplomate; ses premiers pas, ses premières rencontres en politique étrangère sont pénétrés de modération, comme témoignage de ce que nous avan-

çons il faut citer ses propres paroles : « Nous voulons nous montrer les amis sincères d'une Paix destinée à guérir les blessures qui saignent encore ». Il a approuvé l'esprit du pacte de Locarno et il a aussi signé le pacte à Quatre. Sa signature au bas de cette convention n'est-elle point une preuve flagrante des intentions pacifiques du Führer ?

Les sentiments pacifiques de M. Hitler, par rapport à l'Occident sont un fait indéniable. Ainsi que Bismarck, il veut garantir les flancs de l'Allemagne du côté de la France et ce, afin de commencer à réaliser le programme d'expansion, tel qu'il se trouve exposé dans son livre « Mein Kampf » dont on fêtait récemment le dixième anniversaire. La vente de ce livre, en Allemagne, a atteint deux millions d'exemplaires. Aucun ouvrage jusqu'à ce jour, n'a eu plus de succès. Dans les dernières éditions, l'auteur n'a apporté aucune modification; cela montre que son programme d'expansion reste immuable. Les bases philosopho-politiques des pensées d'Hitler sont restées telles quelles. Lorsque M. Hitler devint maître absolu de l'Allemagne, il se prit aussitôt à réaliser ses plans. Il ne faut pas oublier que M. Hitler et ses collaborateurs sont des politiciens éprouvés et qu'ils sont tenus de compter avec les réalités. Pour que le programme d'expansion en Orient puisse être réalisé, de nombreux facteurs sont indispensables. Des facteurs de cet ordre reposent en premier lieu sur un rapprochement entre l'Allemagne et la Pologne et les pays de la Baltique et sinon sur l'appui, du moins sur la neutralité de l'Angleterre.

Le principal facteur est sa préparation militaire. C'est donc à la création de ces facteurs favorables que tend aujourd'hui la politique extérieure de l'Allemagne. Un pacte de dix ans a été signé avec la Pologne, mais ce pacte, évidemment ne cons-

titue point une alliance militaire. Sans une alliance militaire avec la Pologne, une marche vers la Russie est impossible. Avec l'Angleterre un accord naval a été signé, enfin l'Allemagne s'est débarrassée du « joug du traité de Versailles ». Libre de ses mouvements elle a commencé à créer une puissante armée. Ces facteurs sont un témoignage des importants succès obtenus par le Reich, au cours de ces trois ans.

Cependant tout cela est encore insuffisant pour commencer à réaliser le programme du « Drang nach Osten ».

*
**

LA POLOGNE ET LES EVENEMENTS

La question touchant à l'expansion de l'Allemagne vers l'Union soviétique n'est pas aussi simple que d'aucuns le prétendent, la presse soviétique notamment. Cette dernière, en effet voit le problème sous forme de mainmise de l'Allemagne sur l'Ukraine et sur une partie de la Russie-Blanche. Il ne faut cependant pas oublier qu'à l'Est de l'Europe, après la guerre de 1914 est apparu un nouveau et important facteur : la Pologne.

Le rétablissement de l'Etat polonais, après près de deux siècles d'asservissement et d'incessantes luttes pour son indépendance, a pu réaliser, en peu de temps un travail gigantesque de consolidation de son indépendance, sous l'impulsion du grand artisan, le maréchal Pilsudski. Cet effort a valu à la Pologne une place honorable en Europe. La conscience de sa dignité nationale et des tâches historiques qui lui incombent font de la Pologne un facteur politique avec lequel il faut compter. C'est pourquoi l'Allemagne se rend compte que la mainmise sur l'Ukraine et l'encerclement de la Pologne ne sauraient réussir sans une étroite collaboration avec cette dernière. Cela explique ce rap-

prochement progressif que les politiciens allemands commencèrent à rechercher au moment de la venue au pouvoir de M. Hitler, et leur désir, à tout prix, d'aplanir les divergences d'intérêts qui séparent ces deux puissances.

Il convient d'ajouter que la question d'une simple mainmise sur l'Ukraine, de sa conquête ou de toute autre partie du territoire de l'Union soviétique est irréalisable, car, nous l'avons déjà dit, le mouvement national et la lutte pour l'indépendance en Ukraine et en d'autres parties de l'U.R.S.S. sont à ce point conséquents, prennent un tel développement que ces pays n'accepteront jamais de devenir des colonies ou des provinces allemandes.

Sous quelle forme peuvent donc se réaliser les plans de l'Allemagne ? Vraisemblablement, l'expansion allemande ne peut se réaliser que sous forme de pénétration économique en Orient. Cette pénétration sera facilitée par la dislocation de l'Union soviétique et par la création d'Etats nationaux indépendants.

Tout en essayant de créer des conditions susceptibles de réaliser cette expansion vers l'Orient, la politique allemande n'oublie pas que sans une adaptation de sa ligne politique avec celle d'un colosse tel que l'Angleterre, tous ses plans, toutes ses tentatives sont d'avance voués à un échec.

*
**

LA POLITIQUE BRITANNIQUE EN ASIE

La politique britannique en Orient, en connexion avec sa politique en général, au cours de ces cinquante dernières années peut être divisée en deux périodes très distinctes. Cette politique est dans une interdépendance naturelle des intérêts de l'Empire britannique et des facteurs qui menacent ces intérêts.

A la fin du XIX^e siècle, l'Allemagne commence à étendre son influence politique et économique en Turquie. Les consortiums bancaires financent la Turquie et le capital allemand ne tarde pas à figurer dans les proportions de 25 % de la dette turque en général. Le projet de construction de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad avait pour but d'étendre l'influence économique et politique allemande non seulement en Turquie, mais bien au delà de ses frontières. Guillaume II rêvait de transformer l'Asie Centrale : Perse, Afghanistan et Turkestan, en vaste hinterland allemand.

Il est donc clair que l'expansion allemande vers l'Est n'a pas tardé à inquiéter l'Angleterre. Parallèlement, la rivalité anglo-russe en Asie inquiétait le Gouvernement de Londres. Le centre de cette rivalité se situe en Afghanistan et au Pamir.

Après la conquête du Turkestan par la Russie, la menace russe pour l'Inde s'accroît, mais en présence du danger allemand plus pressant, danger qui inquiétait aussi fortement la Russie, et qui s'opposait à sa politique de mainmise sur les Détroits, sur l'Arménie, le Kurdistan et la Perse septentrionale, un rapprochement se produit entre l'Angleterre et la Russie. Il s'ensuit une série d'accords et un traité notamment qui déterminait les zones d'influence en Perse et peu après, un bloc anglo-franco-russe contre l'Allemagne.

La venue en Turquie en 1913 du général von Sanders, accompagné de tout un état-major d'officiers allemands précipite les événements. De ce moment, la Russie se prépare activement à la guerre contre la Turquie et l'Allemagne. L'expansion de cette dernière inquiétait à ce point l'Angleterre qu'elle dut reconnaître les aspirations impérialistes de la Russie en Turquie. En mars 1915, à la suite d'accords entre les Alliés, la ville d'Istanbul (Constantinople) le littoral ouest du Bosphore,

la Mer de Marmara et les Dardanelles ainsi que quelques autres points importants de Turquie devaient être cédés à la Russie. L'Angleterre accepta cet accord, non sans un serrement de cœur, mais elle jugea que « de deux maux, il fallait choisir le moindre ».

Lorsque prit fin la Grande Guerre, non seulement l'influence allemande disparut en Turquie, mais la Russie, elle aussi, vit ses rêves crouler et ses aspirations s'envoler. Par contre, l'Angleterre prit la Turquie sous sa protection, et, par le traité de Versailles obtint le protectorat sur le vilayet de Mossoul, riche en pétrole, sur le Hedjaz, la Mésopotamie, l'Égypte, etc. Ces riches pays complètent les richesses de l'Inde; de ce moment s'ouvre une nouvelle phase dans la politique de l'Angleterre. Cette vaste zone asiatique joue de nos jours un rôle économique et politique de premier plan.

Cependant, une importante évolution ne tarde pas à se produire dans les destinées de l'Empire britannique. Les Dominions se rendent indépendants et les liens qui les unissent à l'Angleterre se relâchent : le Canada, l'Afrique du Sud, l'Irlande, la Nouvelle Zélande et l'Australie jouissent d'une indépendance à peu près complète. Les liens qui les unissent sont en quelque sorte ceux qui unissent un Etat à un autre Etat. Il en est autrement de l'Inde, vis-à-vis de laquelle Londres maintient ses droits de pays protecteur, mais s'emploie à les renforcer tant au point de vue politique qu'économique; et cela se conçoit. Si l'Angleterre prenait par rapport à l'Inde la même position prise par rapport aux autres dominions, elle risquerait de perdre son prestige et son influence sur la politique mondiale.

Si d'autre part, le Japon prétend avoir des intérêts « spéciaux » en Extrême-Orient, ces intérêts ne sont pas moindres sur la partie du continent asiatique depuis l'Égypte jusqu'à l'Océan Pacifique. Une

question se pose depuis la guerre, celle de savoir si le centre de gravité de l'Empire britannique ne se déplacerait pas vers l'Inde. Disons mieux : les intérêts de l'Angleterre ne finissent pas aux frontières de l'Inde, ils s'étendent bien au-delà. L'Angleterre a des intérêts considérables en Chine ; le Japon n'a pu faire autrement que de les reconnaître. Il suffit pour s'en convaincre de lire un article paru récemment dans le journal **Kandza**, dans lequel cette question se trouve directement posée. L'Angleterre, lit-on, doit s'assurer le marché chinois, les hommes d'Etat anglais ont déjà fait connaître leur opinion à ce sujet. Les représentants du capital industriel et financier britanniques élargissent progressivement leurs positions sur la question du marché chinois. La participation du capital anglais en Chine atteint déjà le chiffre de trois milliards de yens. Cela oblige la Grande-Bretagne à intensifier son activité économique dans « l'Empire Céleste ». De là, selon le journal, la source de conflits en perspective entre la Grande Bretagne et le Japon. Les Anglais prennent toutes les mesures indispensables pour défendre les énormes capitaux investis en Chine et dont ils perçoivent d'immenses bénéfices. Tout dernièrement encore, le bruit avait couru que la Grande Bretagne se proposait d'investir 800 millions de yens dans les chemins de fer chinois. Ce projet ne put se réaliser en raison des derniers événements dont la Chine du Nord fut le théâtre.

Comme on peut le constater, la situation à l'est du continent asiatique où les intérêts de deux puissants Etats se heurtent, peut être comparée à celle que nous vîmes en Europe avant 1914, alors que la concurrence économique, financière et politique dressait l'Angleterre contre l'Allemagne. Il est vrai que l'Angleterre ne formule aucune revendication territoriale en Chine, par contre ses intérêts y sont considérables. Si l'on ajoute les tendances du

Japon à une expansion vers le sud, du côté de l'Océan Indien et la propagande du pan-asiatisme en train de se développer, on comprendra l'inquiétude qui se manifeste sur les bords de la Tamise.

La guerre de 1914 a conduit l'Allemagne à la défaite. La nouvelle Allemagne, personnifiée par Hitler a renoncé à sa politique d'extension vers le sud ; elle a par contre dirigé ses regards vers l'est, vers la Russie.

Il est certain que la politique anglaise, après l'affaiblissement de la puissance maritime de l'Allemagne et après que cette dernière a renoncé à s'opposer aux intérêts anglais en Orient, ne mettrait pas obstacle aux aspirations allemandes du côté de la Russie et qu'elle arriverait à une entente avec elle, n'était le facteur japonais qui se met en travers de cette politique. L'expansion japonaise en Asie peut prendre différentes formes, susceptibles par leur ampleur de menacer les intérêts de l'Angleterre en Chine, sans parler du Thibet, avant-poste de l'Inde par où les intérêts de l'Empire britannique pourraient être sérieusement menacés.

Si le Japon, fort de sa politique de pan-asiatisme tend ses visées vers le sud, l'Angleterre évidemment fera l'impossible pour affaiblir et briser cette expansion japonaise. Par contre, si le Japon étend son influence vers l'ouest seulement, du côté de la Russie et qu'il limite ses prétentions à la Chine septentrionale, à la Mandchourie et à la Mongolie, l'Angleterre se contente de rester observatrice des événements, attendu qu'un conflit entre la Russie soviétique et le Japon ne peut avoir d'autre résultat que d'affaiblir les deux belligérants, conséquemment cela ne doit pas heurter les intérêts anglais.

Cet ensemble de circonstances nous permet aujourd'hui d'observer une nouvelle orientation de la diplomatie britannique. Cette orientation se manifeste sous forme de certaine pression sur l'Allemagne et

de rapprochement avec les Soviets. Ce rapprochement a certainement pour but de mettre obstacle au rapprochement nippon-allemand, attendu que les plans d'expansion japonaise ne sont encore point bien clairs, aussi l'Angleterre s'empresse-t-elle d'établir un certain équilibre. Si elle voit que ses intérêts soient menacés par le Japon, elle ne manquera pas de soutenir Moscou, mais si les Japonais réussissent à s'entendre avec l'Angleterre et à établir une délimitation de zones d'influence en Asie, l'Angleterre sera bientôt disposée à prêter son appui politique à l'Allemagne. Les hommes politiques anglais comprennent parfaitement que l'Allemagne doit trouver une issue à sa situation. En effet, l'Allemagne hitlérienne dont les armements ne cessent de s'accroître, enfermée qu'elle est dans ses frontières et dans un état d'exaltation qu'expliquent ses sentiments nationaux, est actuellement une sérieuse menace pour la paix du monde en Europe. C'est pourquoi la nécessité de résoudre ce problème se fait de plus en plus sentir. Toute solution du problème **autre qu'une** expansion du côté de la Russie ne saurait exister.

Il convient d'ajouter que l'existence même de l'impérialisme rouge de la Russie présente aussi un réel danger pour les intérêts anglais en Asie : le Turkestan est transformé en place d'armes et en camp militaire ; la possibilité d'une pénétration en Afghanistan et dans l'Inde inquiète fortement Londres. Mais évidemment cette menace est moins inquiétante que celle du Japon.

Seuls, les événements de demain peuvent éclairer ce grand problème international. Que fera désormais le Japon ? Tout le problème est là. A n'en pas douter, le moment est décisif. Le Japon voit parfaitement qu'un moment si favorable pour la réalisation de ses tâches ne se représentera pas. Le chaos politique et économique dans lequel se trouvent plongées l'Europe

et l'Amérique lui donne cette possibilité. La Russie soviétique craint la guerre par dessus tout, attendu qu'une guerre serait pour elle l'écroulement du régime et la dislocation de l'Union soviétique.

L'UNION SOVIETIQUE ET LES EVENEMENTS

Dans cette situation politique particulièrement complexe, quelle est la position de l'Union soviétique, placée entre l'Allemagne et le Japon et dont le territoire est également convoité par chacune de ces deux puissances. Toute la politique des Soviets est dictée par la peur de l'Allemagne et du Japon. C'est la raison pour laquelle les bolchéviks cherchent un appui en Occident, frappent à toutes les portes, signent des accords avec la Tchécoslovaquie, la Roumanie, un pacte franco-soviétique, s'efforcent de trouver une voie de rapprochement avec Londres, autant de faits qui témoignent des craintes qu'éprouve Moscou. Et c'est ainsi que les ennemis irréconciliables d'hier du traité de Versailles qui désignaient la Société des Nations sous le nom de « Société d'assassins », les dirigeants moscovites sont à présent les plus fervents partisans de cette société. C'est ainsi que M. Litvinov ne cesse, dans tous ses discours, de rappeler qu'en dehors du traité de Versailles et de Genève, la paix et la tranquillité en Europe ne sauraient être assurées. Les Soviets qui hier encore, cherchaient par tous les moyens à rallumer « l'incendie mondial » à pousser à la guerre, à susciter des bouleversements se déclarent aujourd'hui comme les plus chauds partisans de la paix et tremblent à l'idée d'une possibilité de guerre. Comment expliquer un tel « pacifisme » de Moscou, un pacifisme poussé à l'extrême ? L'explication est simple ; elle se résume toute dans l'essence même de l'Union soviétique, dans sa situation intérieure. Si à l'extérieur, en France notamment, les bol-

chéviks jonglent avec leurs chiffres, s'ils parlent d'un immense empire de 175 millions d'habitants, d'une armée rouge armée jusqu'aux dents et bien approvisionnée, d'une formidable aviation, d'effectifs pouvant atteindre 12 millions d'hommes, etc., etc., ils savent parfaitement que la réalité est toute différente. La vérité est que sur 175 millions d'habitants, une bonne moitié n'est pas de nationalité grand-russienne, que ces éléments ont été inclus de force dans l'« Union », que l'Ukraine, la Russie-Blanche, le Caucase, le Turkestan, l'Idé' Oural, la Crimée, la Cosaquie, etc., sont autant de pays distincts.

Pour ce qui est du « patriotisme » soviétique dont parlent tant les journaux bolcheviks, nul n'ignore qu'il est inexistant, que par contre existe une hostilité irréconciliable, une haine de ces peuples contre Moscou, et cette haine renforce d'autant le mouvement national et le désir de ces peuples de secouer le joug de Moscou.

Si l'on ajoute à cela un profond mécontentement contre le régime, parmi les ouvriers, et une haine excessive parmi les paysans, l'on aura une idée plus exacte de la situation.

Toute mobilisation en Union soviétique peut dégénérer, du fait des éléments hétérogènes qui composent l'armée, en soulèvement massif. Ces éléments peuvent fort bien diriger leurs armes contre les dirigeants et comme résultat l'on assistera à une dislocation de la Russie et à la formation d'Etats nationaux indépendants. Cette crainte d'un effondrement de la Russie se manifeste également dans les milieux russes émigrés et cet état de choses a semé la division parmi eux ; l'émigration russe compte de nos jours plusieurs tendances politiques.

Les libéraux russes, avec M. Milioukov, ont pris une position de défense de la politique bolcheviste ; pour eux, la dislocation de la Russie est la question la plus grave, aussi sont-ils disposés à ne pas s'opposer

au pouvoir des bolcheviks au nom du principe d'une Russie « une et indivisible ».

Le général Denikine conçoit une orientation toute différente : il comprend que si une guerre venait à éclater, l'armée mobilisée renverserait le gouvernement bolchévik, et il espère, à la faveur des événements que cette armée fera preuve de patriotisme « russe », assez puissant pour sauver la Russie de tout démembrement et pour la conduire dans sa « voie nationale ». Les illusions dont se berce le général Denikine sont claires pour nous. Effectivement, si on peut parler de patriotisme grand-russien, il n'en est pas de même de patriotisme « russe », attendu que nous sommes en présence de nationalités qui s'efforcent d'obtenir le droit à une vie nationale indépendante. Quant aux milieux de droite, ils se rendent compte que cette dislocation est inévitable. Le journal « Novoïe Slovo », paraissant à Berlin, caractérise ainsi la situation :

« L'ordre du jour porte sur la question du développement du processus de dislocation de la Russie, aussi bien à l'ouest qu'à l'est... Il faut avoir le courage de dire : l'effondrement d'un Etat à certains moments historiques ne saurait être arrêté ; il est inévitable, et pour mieux dire, c'est l'unique voie pour sa renaissance. Il ne s'agit plus que de sauver le berceau national, or, ce berceau ne peut plus de nos jours venir à bout de ses immenses tâches territoriales et étatistes. Ce n'est qu'en renonçant à ses tâches historiques nationales, sur le plan d'une réduction territoriale qu'une consolidation nationale est possible et qu'on pourra dès lors rassembler des forces pour un nouveau « génie créateur » dans le domaine culturel... »

Pour conclure, disons que le doute n'est plus possible quant à la marche des événements vers un résultat historique déterminé. Aucune divergence n'existe à ce sujet parmi les bolchéviks. M. Milioukov et les partis de droite ne peuvent se faire d'il-

lusion quant à cette marche des événements dont l'aboutissement est le démembrement de la Russie. *Le cours de l'histoire ne saurait être arrêté. Tôt ou tard, à la moindre conflagration, des bouleversements se produiront avec toutes leurs con-*

séquences. La tempête qui s'abattra sur l'Europe et sur l'Asie n'épargnera pas l'Union soviétique. Les peuples avides d'indépendance doivent être prêts au moment opportun.

Dr Mir YACOUB.

Territoire et population du Caucase du nord

Les frontières politiques du Caucase du nord dont l'indépendance fut proclamée le 11 mai 1918 sont les suivantes : à l'est, la mer Caspienne ; à l'ouest, la mer Noire ; au sud, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ; au nord, le cours de la Kouma et du Kouban.

L'année 1864 marque la date définitive de la mainmise de la Russie tsariste sur le Caucase du nord. Au mois de mai de cette année, les troupes russes occupèrent les derniers villages nord-caucasiens qui jusqu'alors avaient opposé de la résistance à la Russie sur le littoral de la mer Noire et dans le bassin supérieur du Mzemi. Cette occupation fut accompagnée d'actes de violence, sans précédent dans l'histoire. Près d'un tiers de la population, principalement des provinces occidentales fut expulsée *manu militari* et obligée de se réfugier en Turquie. Les terres, ainsi devenues libres, furent données à des colons venus de la Russie centrale et aux Cosaques qui avaient été installés au Caucase par le gouvernement russe au cours de l'interminable lutte contre les montagnards et qui en réalité jouèrent le rôle assigné par ledit gouvernement à la colonisation militaire. De par leur

origine ils sont également, en grande partie, les descendants des colons venus des gouvernements de la Russie centrale et d'Ukraine ; ils y furent installés par le gouvernement du tsar à l'époque la plus active, la plus décisive de la guerre qui ensanglanta le Caucase du Nord, c'est-à-dire à la fin du 18ème et au début du 19ème siècle. Au point de vue ethnique, les Cosaques sont, en majorité, constitués par les Grands-Russiens, et en minorité par les Ukrainiens.

La politique colonisatrice du gouvernement russe eut pour premier effet de changer l'aspect démographique de la population au nord du Caucase. Cependant, en dépit de cette modification, la masse principale de la population est restée, tout comme auparavant, composée de nord-caucasiens, autrement dit de Montagnards ou Circassiens (Tcherkesses). En dehors de ces derniers, il existe des minorités nationales de lointaine origine et qui s'étant fixées dans la région nord-caucasienne à l'époque préhistorique, peuvent être considérées comme populations autochtones. Dans ce nombre sont les Juifs des montagnes en Daghestan et en Kabardie, quelques mil-

liers d'Azerbaïdjaniens dans la ville de Derbent et les Arméniens d'Armavir qui, ayant depuis longtemps oublié leur propre langue, se servent de l'un des dialectes nord-caucasiens, l'adighé.

Quant aux autres minorités nationales, d'origine plus récente, leur apparition remonte en grande partie à l'avance de l'impérialisme russe au Caucase, c'est-à-dire au 19^e siècle. La masse principale, nous l'avons dit, est composée de Russes et d'Ukrainiens. Ce sont d'abord les descendants des paysans et des cosaques formant les cadres colonisateurs envoyés par le gouvernement russe et dont la mission consistait à consolider et à fixer pour toujours les terres caucasiennes à l'impérialisme russe. Russes et Ukrainiens constituent un pourcentage de population assez important dans les villes et dans les centres industriels, cependant l'élément russe domine sur l'élément ukrainien ; dans la plupart des cas ces éléments sont les représentants des fonctionnaires et des ouvriers.

En dehors des Russes et des Ukrainiens, le Caucase du nord compte un nombre assez important d'Arméniens. Ces Arméniens, à l'encontre de ceux d'Armavir, sont venus dans le pays à une époque toute récente ; ils sont pour la plupart originaires des provinces turques et persanes. Nombre d'entre eux ont été inscrits dans les statistiques soviétiques de 1920 et 1926 comme sujets turcs : ce sont principalement ceux qui s'occupent de la culture du tabac dans la région de Maïkop, en Adighé occidentale et sur le littoral de la mer Noire. Cette population arménienne au nord du Caucase atteint 180 ou 200 mille âmes.

Il est encore une autre minorité nationale qui se livre à la culture du tabac : ce sont les Grecs dont le nombre

atteint 30 ou 40.000 âmes. Les statistiques soviétiques les rangent dans la catégorie des sujets turcs ; ils habitent en majorité l'Adighé occidentale.

Le Caucase du nord compte également de 60 à 70.000 colons allemands, des Italiens, des Esthoniens, des Tchèques, des Bulgares. Dans les villes habitent quelque 15 ou 20.000 Polonais, descendants, en grande partie, des patriotes polonais exilés au Caucase au temps du tsarisme.

Dans les régions centrale et orientale, c'est-à-dire dans les limites de l'actuelle république autonome du Daghestan et dans les régions autonomes tchetchéno-ingouche, de l'Ossétie du nord, kabardino-balkare et dans la partie septentrionale du district du Térék, les Montagnards constituent l'absolue majorité. Sur une population totale de 2.370.000 nord-caucasiens, l'on compte à peine 630.000 Russes, Ukrainiens, Arméniens, Allemands et autres minorités nationales lesquels habitent généralement dans les villes. Cependant on trouve d'importantes minorités nationales dans le district du Térék où l'impérialisme russe s'est établi à une date relativement récente (fin du 18^e siècle) et où il a commis le plus de ravages. Dans ce district, ce sont les Montagnards, principalement dans le rayon de Mozdok et non loin de la station de Mineralny Vody.

Cette situation n'affaiblit point cependant les positions nationales du Caucase du nord et du district du Térék ; de trois côtés en effet ces régions sont entourées par des territoires à population autochtone : à l'est, la république autonome du Daghestan ; à l'ouest, la région autonome kabardo-balkare ; au sud, la Tchetchnie, l'Ingouchetie et l'Ossétie du nord.

Dans le même temps, nous avons des minorités nationales fort variées

dans le district du Térék. Outre les 160.000 Russes qui habitent en grande partie les villes, l'on compte 20.000 Ukrainiens, près de 50.000 Arméniens, 40.000 Allemands etc. Pour tout dire, la situation géographique et la mosaïque nationale du district du Térék renforcent certainement le droit moral du Caucase du nord sur ce territoire en tant qu'ancien possesseur du pays au cours des siècles. Par contre, la position des Montagnards dans la partie occidentale du Caucase du nord est beaucoup plus faible, bien que la colonisation du pays n'ait commencé qu'en 1864. La cause en est à l'expulsion en masse de la population autochtone par le gouvernement russe et son exode en Turquie. Cependant la situation dans cette région est loin d'être désespérée. Ici encore, comme dans le district du Térék, la mosaïque nationale que constituent les habitants est des plus variées et, dans cette mosaïque, les Montagnards forment un pourcentage assez élevé. Il suffit pour cela de constater que le pouvoir soviétique a jugé opportun d'y créer trois régions autonomes : adighée, karatchaï et tcherkesse, ainsi que cinq rayons nationaux autonomes : chapsougue, arménien, grec, goriatcho-kloutchevski (arméno-grec) et bannov (allemand).

Sur 1.200.000 âmes que compte la population des provinces occidentales du Caucase du nord, les Montagnards sont au nombre de 320 à 350.000, y compris les 15 ou 20.000 Arméniens d'Armavir ; les Russes y sont au nombre de 300.000 ; les Ukrainiens, de 240 à 260.000 ; les Arméniens, plus de 100.000 ; les Grecs, 30.000 ; les Allemands, de 30 à 40.000 etc. C'est dire que les Montagnards y constituent une majorité relative.

Ces chiffres indiquent que le droit moral de la nation nord-caucasienne

au rétablissement sur ces territoires de la souveraineté nationale se justifie par de réelles possibilités, et cela d'autant plus que les innombrables Circassiens émigrés en Turquie et dans les pays arabes ont manifesté maintes fois leur intention de revenir au pays natal.

D'une manière générale, la population autochtone du Caucase du nord constitue les 65 ou 67 % de l'ensemble. Les Russes viennent ensuite ; ils constituent les 15 ou 16 % de l'ensemble ; les Ukrainiens, 7 ou 8 % ; les Arméniens, 5 % environ ; suivent enfin les Allemands, les Grecs, les Polonais, etc. Ajoutons que la masse principale des Russes et des Ukrainiens est concentrée dans les districts d'Armavir et du Térék ; les autres minorités nationales sont groupées dans les districts de Maïkop et de la mer Noire.

Si l'on s'en rapporte à la statistique bolcheviste, la population des différentes régions du Caucase du nord se répartit ainsi : (1)

Divisions administratives	Etendue des territ. en verstes carrées	Population
1. Rép. auton. Daghestan	58.900	1.300.000
2. Région auton. de Tchetchnie-Ingouchetie	14.300	760.000
3. Ossétie du Nord	9.500	300.000
4. District du Térék	21.200	400.000
5. Région aut. Kabardino-balkare	12.000	260.000
6. Région aut. Karatchaev-Tcherkesse	11.500	180.000
7. District d'Armavir	9.600	380.000
8. District de Maïkop	11.900	300.000
9. Région aut. des Adighés	2.600	130.000
10. District de la Mer Noire	12.500	200.000
Total	165.100	4.210.000

(1) Ces chiffres empruntés aux sources soviétiques caractérisent l'aspect démographique du Caucase du nord. Voir à ce sujet les ouvrages suivants : D. Mitiaev « L'Union des républiques soviétiques socialistes ». I. Traynine « L'Union soviétique et le problème des nationalités ». A. Samourski « Le Daghestan », d'après les sources de la presse quotidienne soviétique et les comptes rendus concernant les impôts et les écoles.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation démographique du Caucase du nord. Si l'on prend en considération ces statistiques et le fait que la population autochtone du Caucase du nord poursuit sa lutte contre le pouvoir soviétique qui a occupé une deuxième fois notre pays, ainsi que l'étroite collaboration dans cette lutte du Cauca-

se tout entier, nous sommes en droit d'affirmer que tôt ou tard nos aspirations atteindront le résultat désiré, que le Caucase du nord occupera la place qui lui revient au sein de la Confédération des peuples libres du Caucase.

CHAMSOUTDINE.

CHRONIQUE

UKRAINE

L'UKRAINE ET LE PROBLEME DES DETROITS.

— Le délégué du Gouvernement National Ukrainien a présenté à la Conférence des Détroits qui a eu lieu à Montreux un mémoire exposant le point de vue de l'Ukraine sur le problème des Détroits, mémoire que nous reproduisons ci-dessous in-extenso.

«Les droits de l'Ukraine et de la Géorgie ont été pris en considération à la Conférence de Lausanne, malgré que ces deux Etats n'y aient pas été représentés. La convention (par les articles 10, 11 et 12) leur a tacitement réservé des places dans la Commission des Détroits à côté des autres Etats riverains. Le délégué de la République Soviétique a accepté cet état de choses puisque, au moment de la Conférence de Lausanne, l'Union des Républiques Soviétiques n'était pas encore constituée ; par conséquent, Moscou reconnaissait l'indépendance de l'Ukraine et de la Géorgie.

«Tout autre est la situation, en 1936, à la Conférence de Montreux: le délégué de l'Union Soviétique prétend représenter toutes les républiques Soviétiques, donc l'Ukraine et la Géorgie. A maintes repri-

ses, à Genève, nous avons eu l'honneur de présenter nos protestations et de signaler aux membres de la Société des Nations que l'Ukraine Nationale n'a jamais donné les pleins pouvoirs au gouvernement de Moscou pour traiter en son nom. Ce gouvernement est considéré en Ukraine comme un gouvernement d'occupation.

«L'Ukraine qui se trouve sous la domination soviétique n'est pas libre pour pouvoir exprimer son point de vue sur les questions qui touchent à ses intérêts vitaux et n'a aucun moyen de les défendre officiellement dans une conférence internationale. Mais nous espérons que les membres de la Conférence de Montreux voudront bien prendre en considération notre exposé qui contient le point de vue de l'Ukraine, tel qu'il avait été établi, depuis des années, par le Gouvernement National de la République Démocratique Ukrainienne, actuellement en exil.

«Tous les problèmes qui concernent la Mer Noire et les Détroits présentent un intérêt primordial pour l'Ukraine. Les frontières de l'Ukraine, même telles qu'elles sont établies actuellement par l'Union Soviétique, englobent les ports principaux du littoral septentrional de la Mer Noire comme Odessa, Mykolaïv

(Nikolaïev) et Kherson et suivent les côtes de la Mer d'Azov, s'étendant bien au delà de Perekop. Si l'on prend en considération le fait que le Caucase, les pays des Cosaques (Kouban et Don), la Crimée, avec sa population ukraïno-tartare, ne sont rattachés qu'artificiellement à la Russie Soviétique et qu'ils ont également prouvé leur volonté de se détacher de Moscou, il devient clair que, dès que l'Ukraine aura réalisé son indépendance, la Russie n'aura que des intérêts très limités sur la Mer Noire ou même qu'elle cessera d'être un Etat riverain.

«Les intérêts de l'Ukraine dans le problème des Détroits ne sont point les mêmes que ceux de l'ancien Empire russe et de son successeur, la Russie Soviétique. L'Ukraine, tout naturellement, n'a aucune des prétentions séculaires de la Russie qui a toujours aspiré à la possession d'Istanbul et des Détroits. Ces prétentions, profondément enracinées dans la conscience russe, ne sont actuellement qu'assoupies, et, si Moscou se croyait en état de pouvoir les réaliser, nécessairement, elle ferait de nouveau valoir ses revendications.

«L'Ukraine Nationale, tout en éprouvant une sympathie traditionnelle pour la Turquie, ennemie séculaire de l'impérialisme russe, et tout en reconnaissant comme absolument légitime son désir de trouver la garantie de sa sécurité, croit que la liberté des Détroits est une condition de la prospérité de tous les pays riverains de la Mer Noire.

«L'Ukraine est absolument opposée à l'ancienne thèse de l'impérialisme moscovite qui voudrait considérer cette mer comme une mer russe, fermée, autant que possible, pour le reste du monde. L'Ukraine croit qu'il n'y a pas de raison d'établir pour les Dardanelles et le Bosphore un régime différent de celui qui régit le détroit de Gibraltar ou le canal de Suez.

«La Mer Noire n'étant qu'un prolonge-

ment de la Méditerranée, ce serait diminuer considérablement son importance et celle de tous les pays riverains, que de la couper artificiellement de cette Mer et de l'Océan. L'Ukraine, pays méditerranéen, doit avoir par la voie maritime des relations directes avec toutes les nations du monde.

«La constitution actuelle de l'U. R. S. S. par son article 4, ainsi que le projet de la constitution nouvelle par son article 17, reconnaissent, au moins théoriquement, à l'Ukraine, ainsi qu'à la Ruthénie Blanche, à la Géorgie et aux autres Républiques du Caucase et du Turkestan le droit de se détacher librement de l'Union soviétique. Le jour où l'Ukraine pourra réaliser ce droit, elle sera appelée à jouer un rôle très actif dans les problèmes de la Mer Noire. C'est pour cette raison, que nous croyons de notre devoir de faire entendre la voix de l'Ukraine au moment où un nouveau régime des Détroits doit être établi. Nous espérons que la Commission des Détroits sera maintenue et que les places qui y ont été réservées à l'Ukraine et à la Géorgie par le traité de Lausanne le seront également.»

LA DECOUVERTE D'UNE ORGANISATION CLANDESTINE UKRAINIENNE EN EXTREME-ORIENT

— Le journal **Le Communiste**, paraissant en langue ukrainienne à Kharkiv, publie à la date du 6 juin une information d'après laquelle à Slavgorod, en Sibérie (Région de Novosibirski), une importante organisation ukrainienne aurait été découverte. A sa tête se trouverait le communiste Pankiv. Le journal prétend que les autorités auraient établi que cette organisation a l'appui des communistes ukrainiens de Kiev et de Kharkiv. Simultanément elle aurait entretenu des relations suivies avec les organisations ukrainiennes de Mandchou-Di-Go, dont elle aurait reçu

des journaux et des publications ukrainiennes imprimés en dehors des frontières de l'Union soviétique. De nombreuses arrestations auraient été opérées à Kiev, Kharkiv et dans l'Extrême-Orient soviétique.

LA LUTTE DES PAYSANS UKRAINIENS CONTRE LE COMMUNISME AGRICOLE.

— Le fameux statut agraire octroyé par Staline au commencement de 1935 et qui devait fixer le régime des kolkhoz est systématiquement violé par les paysans ukrainiens. Le journal *Visty* (No 114), paraissant à Kiev en langue ukrainienne, consacre à ces infractions son éditorial, où il est constaté que la résistance des paysans n'a pas seulement des causes d'ordre social, mais doit être considérée, en premier lieu, comme une opposition nationaliste de la population ukrainienne contre le régime. Le journal estime qu'«il faut sévir contre ces éléments koulaks et pétluriens qui s'obstinent à ignorer le statut de Staline».

Mais en quoi consistent donc ces violations ? — Les kolkhoz vendent ou louent les terres de la communauté les uns aux autres ou même à des particuliers; les membres du parti communiste sont fréquemment exclus des kolkhoz sous prétexte de mauvais travail; le travail dans les kolkhoz est régi par des règlements établis par les kolkhoz mêmes, au lieu de suivre à la lettre les prescriptions du statut de travail.

Le même journal (No 97) constate que dans la région de Lipetzk (près de Kharkiv) la vente et la location de la terre des kolkhoz est devenue presque une règle malgré toutes les mesures prises par les autorités. Cette même feuille déplore encore des faits analogues dans la région de Poltava et ailleurs.

MANIFESTATIONS, A ODESSA, LE JOUR ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE.

— Le journal *Nedila* (No 386) paraissant à Lwow donne des informations très intéressantes sur les manifestations qui ont eu lieu à Odessa, informations que l'on retrouve également dans les journaux soviétiques *Le Communiste* et *Pravda*.

Ces journaux avouent que «des éléments réactionnaires, sachant qu'Odessa est une ville cosmopolite où se rencontrent divers peuples et que visitent les représentants des nations étrangères, ont voulu montrer à ces derniers qu'il y avait des gens hostiles à notre régime. A cette fin, ils ont rassemblé, le 22 janvier, quelques milliers d'ouvriers et de matelots qui ont formé un cortège et ont suivi le boulevard Thaelmann. En tête, des femmes et des enfants portaient des torchons (sic) jaunes et bleus, les ouvriers et les matelots les suivaient. Tout ces gens poussaient des cris incompréhensibles (sic)».

Les manifestants ont été chargés par la milice et dispersés en laissant sur place plusieurs dizaines de morts. Ceux des manifestants qui ont pu être arrêtés ont été déférés devant les tribunaux. Trois étudiants ont déjà été condamnés à mort, d'autres attendent encore le verdict. Ils ne sont pas seulement accusés d'avoir pris part à la manifestation, mais également de s'être rendus coupables de propagande antisoviétique et d'avoir répandu des tracts conçus dans l'esprit nationaliste ukrainien.

LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'U. R. S. S.

— Le Comité d'Amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine a consacré une soirée à la discussion du projet de la nouvelle constitution de l'U. R. S. S. M. Guéguétkhori, ancien Ministre,

a ouvert la discussion en donnant une analyse juridique de cet acte. Il est arrivé à la conclusion que cette nouvelle constitution ne donne aucun avantage nouveau aux peuples opprimés par Moscou. Bien au contraire, l'orateur considère que de la comparaison de la nouvelle constitution avec celle de 1923, il ressort nettement qu'un nouvel accroissement de la **centralisation** dans l'Union soviétique va avoir lieu. D'autres orateurs ont analysé du point de vue économique ce projet de nouvelle constitution qui, tout en reconnaissant théoriquement la souveraineté de chacune des républiques soviétiques, leur enlève, en réalité, la base économique de leur existence, en traitant l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan en colonies exploitées au profit du Centre.

LE 10 ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE SIMON PETLURA.

— Comme il l'a déjà été annoncé dans le précédent numéro du Bulletin, de nombreuses solennités commémoratives ont eu lieu, le 25 mai, dans tous les pays où résident actuellement des Ukrainiens, et, en premier lieu, à Paris, à l'occasion du 10 anniversaire de la mort de Simon Petlura, Président du Directoire et Ataman-en-Chef des Armées de la République Démocratique Ukrainienne.

D'imposantes manifestations ont également eu lieu à cette occasion à Lwow où la société sportive «Louhy» a organisé un défilé auquel ont pris part plus de trois mille délégués, venus de toute la Galicie. Une réunion solennelle s'est déroulée ensuite en présence des parlementaires, de nombreuses délégations de diverses organisations ukrainiennes et des autorités municipales.

Conformément à la circulaire archiepiscopale de S. E. le Métropolitain André Szeptycki, des messes ont été dites dans toutes les paroisses de Galicie pour le

repos de l'âme de Simon Petlura messes suivies de réunions solennelles.

En Volhynie, de nombreuses fêtes commémoratives ont également été organisées.

A Varsovie, la colonie ukrainienne s'est réunie en présence des représentants des peuples opprimés par l'U. R. S. S. pour commémorer son héros national.

De semblables manifestations ont eu lieu à Berlin, à Prague, à Bucarest, à Sofia.

Toute la presse ukrainienne d'Europe et d'Amérique a publié des portraits de Petlura et a consacré de très nombreux articles à sa vie et à son activité.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES PEUPLES OPPRIMÉS.

— En juin, a eu lieu, à Glasgow, en Ecosse, la session annuelle de l'assemblée plénière de l'Union Internationale des Associations pour la S. D. N.

La défaite brusque et rapide de l'Ethiopie a été vivement commentée au congrès. L'assemblée a adopté une résolution condamnant l'attitude de l'Italie. Simultanément, le problème de la réforme de la S. D. N. a été abordé. A cette occasion, le professeur Choulguine, délégué de l'Ukraine, a pris la parole :

«Vous venez d'adopter une résolution concernant le problème abyssin. J'ai dû lever la main en signe de protestation contre l'anéantissement par la force d'un Etat millénaire; ce fait nous rappelle comment l'Ukraine avait été occupée. Vous n'avez pas protesté alors contre cet acte, mais cela ne me donne pas au-jourd'hui le droit de me taire quand je peux, à mon tour, apporter ma voix contre l'injustice accomplie envers un autre peuple. Mais je dois faire quelques réserves: l'anéantissement de l'Ethiopie est, en grande partie, l'œuvre même de la S. D. N. Si cette dernière n'avait point fait au gouverne-

ment éthiopien d'aussi vastes promesses, le Négus aurait probablement pu arranger autrement les affaires de son pays et serait encore, à l'heure actuelle, à Addis-Abeba.

«Je dois ajouter que l'admission de l'Ethiopie au sein de la S. D. N. était déjà une faute. Non point parce que c'était un pays sauvage (il possède, en effet, une vieille culture, quoique très différente de la nôtre), mais parce que, dans cet Etat, trois millions de vrais Abyssins dominaient huit millions de sauvages qui, haïssant de tout leur cœur les oppresseurs, ont rendu toute résistance de longue durée aux Italiens — la guerilla — impossible.

«La S. D. N. aura encore plus de difficultés à cause de l'admission dans son sein d'un Etat comme l'U. R. S. S., car là aussi un peuple domine les autres, mais avec cette différence que ces autres peuples ne sont pas des sauvages, mais des peuples civilisés, conscients de leur nationalité. Il suffit de citer les nations comme l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan et leur volonté d'émancipation qui trouve son écho chez les Tartares, les Cosaques et les autres peuples opprimés. Que fera la Société des Nations quand tous ces peuples se dresseront contre leur oppresseur?

«Dans la résolution concernant la réforme de la S. D. N. il est question de la revision des traités. En effet, la S. D. N. ne doit pas être un organisme conservateur, protégeant le bien, comme le mal, l'indépendance des nations libres et le servage des peuples opprimés. Certes, la S. D. N. doit tendre vers la paix, mais vers une paix juste, car la paix injuste porte en elle les germes d'une guerre future. Il

ne faut pas que la paix soit basée sur la domination de certains peuples sur les autres. Vous voulez renforcer l'assistance mutuelle! Voyez d'abord, si vous pouvez réellement y arriver. Il ne faut point recommencer l'expérience éthiopienne. Pas de promesses inutiles! La S. D. N. est indispensable en tant qu'organisme régulateur de la vie internationale, mais que l'on ne lui donne pas de but qu'elle soit incapable d'atteindre. On doit conserver la paix par des méthodes réalistes, par des accords entre les intéressés. Il faut éviter les désillusions qui peuvent détruire entièrement la foi dans l'utilité et la réalité de la S. D. N.»

Le Président de l'Union, M. Rollin, délégué de la Belgique, a répondu à l'orateur par la réplique suivante :

«M. Choulguine a dit qu'une grande partie de la responsabilité concernant le triste sort de l'Abyssinie retombait sur la S. D. N. qui a fait trop de promesses. Il a raison: les promesses étaient trop importantes. Et aujourd'hui, non point personnellement, mais en tant que Président, je dois dire à M. Choulguine: nous ne pouvons donner beaucoup de promesses aux peuples opprimés, mais nous pouvons affirmer que la S. D. N. n'entravera jamais leur libération. (Applaudissements.) La S. D. N. lutte contre l'aggression internationale, mais ne peut se mêler des affaires intérieures de tel ou tel pays. Si M. Choulguine considère que l'Ukraine est opprimée, le jour où l'Ukraine voudra se libérer, la S. D. N. ne l'en empêchera pas». (Applaudissements.)

Ces paroles de M. Rollin ont été l'objet d'une attention marquée.

E 5114E
1936

Éditions et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
4-5, rue Saulnier, Paris